

# DIPL MAG

N°499/23/06/14/HAAC

Magazine d'analyses et de réflexions de la diplomatie togolaise  
*A Quarterly Magazine of Analyses and Reflections of Togolese Diplomacy*

3<sup>ème</sup> trimestre 2015 - Juillet / Septembre - N°499/23/06/14/HAAC - 3280 CFA - 5 € - www.diplomatie.gouv.tg Quarterly of information n°7 - July / September 2015



## 2015-2020, Le quinquennat des grands défis

*2015-2020: the five year term Great Challenges*



### La méthode gagnante de Faure

*Faure's winning method*



Juillet - Septembre 2015  
July - September 2015 **N°7**



## Opérateur portuaire de référence 1<sup>er</sup> réseau de logistique intégrée en Afrique



### Nos activités au Togo

Manutention Conteneurs avec un nouveau quai de 15 mètres de profondeur, un linéaire total de 920 mètres et équipé de portiques.  
 Manutention Conventionnelle - Logistiques Spécifiques (Coton, Oil & Gas) - Fret Maritime & Aérien - Transport - Transit  
 Services Courrier Express - Consignation maritime - Transport ferroviaire - Bluesolutions (Stockage d'Énergie).

**UNE FORTE PRÉSENCE AU TOGO AVEC SES FILIALES**

TOGO TERMINAL  
LOME

LOMÉ MULTIPURPOSE TERMINAL  
TOGO

Bolloré  
AFRICA LOGISTICS  
Togo

blueline  
Togo

SAGA

S.T.C.M.



# 2015 - 2020 : un cap décisif sur la route d'un Togo émergent

*2015 - 2020: a significant milestone on the road to an emerging Togo*

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine  
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration

**D**epuis 2005, le Togo s'est résolument engagé sur la voie du retour dans le concert des nations, après quinze (15) années de balbutiement et d'incertitude. En effet, sous la direction éclairée du Chef de l'Etat, Faure ESSOZIMNA GNASSINGBE, le Gouvernement togolais a pris et exécuté, avec des résultats probants, des mesures audacieuses pour faire passer le Togo de la pénombre à la lumière ; de l'isolement à la ruée ; d'un pays très endetté à un pays en pleine croissance économique ; de la méfiance à la confiance retrouvée.

Ce retour à la normale a été le fruit des engagements honorés en matière de réconciliation, d'apaisement politique, de promotion et de garantie des droits de l'homme, notamment la liberté d'expression au sens plein du terme.

Par ailleurs, les réformes structurelles engagées au plan économique ont permis de sortir le Togo du marasme et de le positionner sur la voie de la croissance et du développement.

Le nouveau mandat de cinq (05) ans (2015-2020) que le peuple togolais, dans sa grande majorité (58,77 % des voix), vient d'accorder à Son Excellence Faure ESSOZIMNA GNASSINGBE témoigne de la réussite des choix pragmatiques opérés depuis 2005.

Quels sont donc les nouveaux engagements du Président réélu pour ce nouveau cap ?

Cette question s'impose naturellement en ce sens que l'élection présidentielle du 25 avril 2015 n'a pas été simplement un rendez-vous entre un homme et un peuple, mais une rencontre entre les aspirations profondes d'un peuple et un programme d'avenir avec des projets réels.

Ainsi, pour les cinq (05) années à venir le Togo poursuivra son envol vers l'émergence en prenant appui sur les piliers suivants :

- L'Etat de droit par le renforcement du pluralisme politique, la garantie des libertés fondamentales et d'une justice absolument indépendante et modernisée ;
- La stabilité sécuritaire du pays et la croissance économique soutenue, véritables facteurs d'attraction des investisseurs et autres partenaires ;
- La décentralisation, condition d'un développement à la base ;
- La valorisation du capital humain par une éducation de qualité, la promotion de l'emploi et l'amélioration des conditions de vie des travailleurs ;
- La solidarité sociale qui permettra d'éliminer l'extrême pauvreté et d'engager toutes les couches sociales à l'œuvre de construction nationale.

La politique que mène le Gouvernement togolais depuis quelques années va donc se poursuivre, avec à la clé, des actions d'intensification de la lutte contre la pauvreté, de l'éducation et de la santé pour tous, de coopération technique, culturelle et économique. L'objectif d'un tel engagement est de permettre au Togo, à l'horizon 2020, de se positionner avec fierté comme la plaque tournante de l'économie de la sous-région ouest-africaine à la faveur de ses

**S**ince 2005, Togo has resolutely embarked on the path of return to the community of nations, after fifteen (15) years of stammering and uncertainty. Indeed, under the leadership of the Head of State, Faure Essozimna Gnassingbé, the Togolese Government has taken and executed, with convincing results, bold steps to move Togo from shadows to light; from isolation to rush; from a highly indebted country to a country in full economic growth; from mistrust to a retrieved trust.

This return to normality has been the result of commitments honored in reconciliation, appeasement policy, promotion and guarantee of human rights, including freedom of expression in the full sense of the term.

Furthermore, structural reforms engaged in economic terms allowed Togo to come out of the doldrums and position it on the path of growth and development.

The new five (05) year-term (2015-2020) that the Togolese people, in its great majority (58.77% of votes), has granted to His Excellency Faure Essozimna Gnassingbé is a proof of the success of operated pragmatic choices since 2005.

So what are the new commitments of the reelected President for this new course?

This question comes naturally in the sense that the presidential election of April 25 2015 was not just an appointment between a man and a people, but a meeting between the deepest aspirations of a people and a future program with real projects.

Thus, for the five (05) years ahead, Togo will continue its flight to the emergence, building on the following pillars:

- The rule of law by strengthening political pluralism, fundamental freedoms guarantee and an absolutely independent and modernized justice;
- The security stability of the country and sustained economic growth, real attracting factors of investors and other partners;
- Decentralization, condition of a grass-roots development;
- The development of human capital through quality education, promoting employment and improving workers' living conditions;

- Social solidarity that will eliminate extreme poverty and engage all social strata in the work of national construction.

The policy conducted by the Government of Togo in recent years will therefore continue, with intensifying actions of the fight against poverty, education and health for all, technical, cultural and economic cooperation as a bonus. The objective of such a commitment is to enable Togo, in 2020, to position itself proudly as the hub of the

**Ce retour à la normale a été le fruit des engagements honorés en matière de réconciliation.**

*This return to normality has been the result of commitments honored in reconciliation*

→ atouts tels que ceux d'une plateforme portuaire et aéroportuaire florissante, d'un secteur informel réellement structuré, d'un réseau bancaire convoité et d'un secteur agricole des plus modernes.

Dans ce programme d'avenir, la diplomatie togolaise ne sera pas en reste. En effet, depuis 2009 et sous l'impulsion du Président de la République, le Togo a engagé une diplomatie offensive et dynamique au service du développement économique. Cette nouvelle donne est soutenue par l'idée selon laquelle chaque secteur de l'Etat doit pouvoir contribuer d'une manière concrète à l'économie nationale. Dès lors les diplomates togolais sont appelés à aller au-delà de la représentation politique de l'Etat pour s'atteler à la recherche des investissements et des partenariats gagnant-gagnant en vue de booster l'économie nationale.

La parfaite illustration de ce renouveau diplomatique réside dans les missions économiques que nous organisons depuis peu. Ces missions nous ont conduit, entre autres, en Malaisie, à Singapour, en Espagne, à Cuba, en Thaïlande et au Maroc. D'autres missions seront entreprises pour attirer davantage des investissements étrangers vers le Togo.

Cette offensive diplomatique, inscrite au rang des priorités pour les cinq prochaines années, est également confortée par l'extension du réseau diplomatique qui a conduit récemment à l'ouverture des ambassades togolaises au Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, au Royaume du Maroc, en République fédérative du Brésil. De plus, le Togo a étendu ses relations diplomatiques au Kosovo et aux trois pays baltes que sont la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie.

Par ailleurs, toutes ces actions sont doublées d'un autre engagement international non moins important : la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la piraterie maritime, ainsi que le maintien et le rétablissement de la paix.

A ce titre, le Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité Maritime et le Développement en Afrique que le Togo abritera en novembre 2015 constitue un rendez-vous important dont la réussite renforcera la place qu'occupe le pays au sein de la communauté internationale.

Ces ambitieux projets laissent présager que le Togo sera un partenaire et un allié incontournable dans les efforts collectifs pour un monde apaisé et prospère.

Néanmoins, à la lecture de ce programme, d'aucuns pourraient se permettre une marge de scepticisme, au regard des coûts énormes que ce chantier requiert. Mais c'est sans compter l'engagement personnel du Président Faure GNASSINGBE pour qui aucun sacrifice n'est trop grand quand il s'agit du développement économique, social et du rayonnement international du Togo, comme le prouve bien le bilan des dix (10) dernières années.

Au surplus, le soutien efficace des partenaires techniques et financiers, ainsi que l'adhésion de la diaspora togolaise de tous les horizons sont des atouts qui permettent de lever tout doute sur la réalisation du programme de gouvernance du Chef de l'Etat pour les cinq ans à venir. A ce soutien, doit s'ajouter celui patriotique de tout le peuple togolais sans considération de l'appartenance politique.

Au total, la réalisation du projet de bâtir un Togo émergent d'ici 2030 passe non simplement par la consolidation des acquis aux plans politique, économique et social, mais surtout par de nouveaux investissements et l'émergence d'une classe moyenne, sans négliger les principes de la bonne gouvernance et de la démocratie participative.

Somme toute, avec la réélection du Président Faure GNASSINGBE, un horizon s'ouvre, présageant un avenir prometteur. Nous entrons dans une ère de revitalisation du tissu social, de la redistribution équitable des ressources nationales, de l'exécution de grands chantiers, où il faudra faire preuve de patriotisme et de responsabilité. Car, est-il besoin de le marteler, il est temps de placer l'économie au devant du politique afin d'apporter aux populations le bien-être auquel elles aspirent légitimement.

Les Togolais, quelle que soit leur appartenance ethnique, politique, religieuse ou idéologique doivent se considérer comme les premiers artisans du rayonnement de la Nation togolaise.

Nous devons prendre en main notre destin et fédérer nos énergies pour le rayonnement de notre pays, comme nous y invite le dernier vers de notre hymne nationale : « Togolais viens, bâtissons la cité »

*economy of the West African sub-region thanks to its advantages such as a thriving port and airport platform, a truly structured informal sector, a coveted banking network and one of the most modern agricultural sector.*

*In this future program, the Togolese diplomacy will not be outdone. Indeed, since 2009 and under the leadership of President of the Republic, Togo has committed an offensive and dynamic diplomacy at the service of economic development. This new situation is supported by the idea that each sector of the State should be able to contribute in concrete terms to the national economy. Therefore Togolese diplomats are called to go beyond the political representation of the State to tackle the search of investment and win-win partnerships to boost the national economy.*

*The perfect illustration of this diplomatic revival lies in the economic missions that we organize recently. These missions have led us, among others, to Malaysia, Singapore, Spain, Cuba, Thailand, and Morocco. Other missions will be undertaken to attract more foreign investments to Togo.*

*This diplomatic offensive, being part of the priorities for the next coming five years, is also supported by the extension of diplomatic network which recently led to the opening of the Togolese embassies in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, Kingdom of Morocco, the Federative Republic of Brazil. Moreover, Togo has expanded its diplomatic relations in Kosovo and the three Baltic countries that are Latvia, Estonia and Lithuania.*

*Furthermore, all these actions are coupled with another no less important international commitment: the fight against terrorism, cross border crime, maritime piracy, as well as the keeping and restoration of peace.*

*As such, the Special Summit of the African Union on Maritime Security and Development in Africa that Togo will host in November 2015 is an important event whose success will strengthen this country's place within the International community.*

*These ambitious projects suggest that Togo will be a partner and a key ally in the collective efforts for a peaceful and prosperous world.*

*Nevertheless, reading the program, some might afford a margin of skepticism, given the enormous costs that this project requires. But that's not counting with the personal commitment of President Faure Gnassingbe for whom no sacrifice is too great when it comes to the economic, social and international influence of Togo, as proved by the result of ten (10) years.*

*Moreover, the effective support of technical and financial partners, as well as the accession of the Togolese Diaspora from all backgrounds are assets that enable the avoidance of doubt on the implementation of the governance program of the Head of State for the five years to come. To this support should be added the patriotic one of the Togolese people regardless of political affiliation.*

*In total, the implementation of the project to build an emerging Togo by 2030 is not just by consolidating the achievements in the political, economic and social fields, but mainly by new investments and the emergence of a middle class, without neglecting the principles of good governance and participatory democracy.*

*Overall, with the re-election of President Faure Gnassingbe, a new horizon is opening, presaging a bright future. We are entering a revitalization era of the social fabric, of equitable distribution of national resources, implementation of major projects, where we have to show patriotism and responsibility. For, is it necessary to hammer it, it's time to put the economic policy in front in order to provide the people's well-being to which they legitimately aspire.*

*The Togolese, whatever their ethnic, political, religious or ideological affiliation, must see themselves as the first architects of the influence of the Togolese Nation.*

*We must take control of our destiny and unite our energies to the influence of our country, as we are invited by the last verse of our national anthem, «Togolese come, let build the city»*



## ÉDITORIAL

p.1

**2015 - 2020 : un cap décisif sur la route d'un Togo émergent / 2015 - 2020: a significant milestone on the road to an emerging Togo**

par S.E.M. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine  
by H.E. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration



## FOCUS

p.4

**Le scrutin présidentiel du 25 avril 2015 au Togo / The Presidential election of April 25, 2015 in Togo**

par M. KPAYE Bakayota, Directeur des Affaires Politiques  
by Mr. KPAYE Bakayota, Head of Political Affairs Department



## DOSSIERS

p.8

**La méthode gagnante de Faure / Faure's winning method**

par Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication du Ministre  
by Mr. Arsenn AGBESSINOU, Minister's Communication Advisor

**III<sup>ème</sup> Conférence du Club Diplomatique de Lomé : L'Afrique dans la Géopolitique Mondiale. / Third Conference of Diplomatic Club Lome: Africa in the World Geopolitics**

par Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication du Ministre  
by Mr. Arsenn AGBESSINOU, Minister's Communication Advisor



## ACTUALITÉS

p.22

**Les relations d'amitié et de coopération entre le Maroc et le Togo se consolident / Friendly and Cooperation Relationships between Morocco and Togo are being Strengthened**

par M. Christophe ADANOU, Directeur de la coopération internationale  
By Mr. Christophe ADANOU, Director of International Cooperation

**La 25<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des Chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine / The 25th ordinary session of the conference of Heads of State and Government of the African Union**

par Mme Padazouwé ABINA, Directrice de l'Intégration Africaine  
By Mrs Padazouwé ABINA, Head of African Integration Department

**Les 15 pays de la CEDEAO à Accra : la 47<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement. / The 15 Countries of ECOWAS in Accra: The 47th Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government.**

par Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication du Ministre  
by Mr. Arsenn AGBESSINOU, Minister's Communication Advisor

**Sommet de Lomé : Vers un accord africain pour la sécurité maritime / Lome Summit: Towards an African Agreement for Maritime Safety**

par M. Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en Communication du Ministre  
by Mr Arsenn AGBESSINOU, Minister's Communication Advisor

**La sécurité maritime débattue aux États-Unis d'Amérique / Maritime Security debated in the United States of America**

par M. Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en Communication du Ministre  
by Mr Arsenn AGBESSINOU, Minister's Communication Advisor



## DIPLOMAG

**Diplomag Numéro 7 - Diplomag Number 7 - Juillet / Septembre 2015 - July / September 2015 - Directeur de la publication / publication Director:** Mme. Abra TAY - **Rédacteur en chef / Editor in Chief:** M. Arsenn AGBESSINOU - **Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors:** M. Akovi Kotoè AGBODJAN-PRINCE - **Directrice de la Publicité et du Marketing / Director of Advertising and Marketing:** Mme Djamila ASSAMA SIDI - **Directeur du Reportage / Director of reporting:** M. Messan KLUTSE - **Rédacteurs / Editors:** Directeurs centraux et Chefs de Missions diplomatiques - **Point focal DIPLOMAG:** M. Sodou ADOM - **Conception graphique / Design production:** Vlady France Conseil - **Nous écrire / Write us:** Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, BP: 900 Lomé, Tel: +22822213601, maeitgce@yahoo.fr **Photo couverture / Cover Pictures:** © Louis Vincent / © Vlady France Conseil **DIPLOMAG © N°499/23/06/14/HAAC**

# Le scrutin présidentiel du 25 avril 2015 au Togo

## *The Presidential election of April 25, 2015 in Togo*

par M. KPAYE Bakayota, Directeur des Affaires Politiques  
by Mr. KPAYE Bakayota, Head of Political Affairs Department

L'élection constitue une technique de choix des représentants par les citoyens selon les mécanismes fixés par la constitution ou le Gouvernement en place. Comme d'autres mécanismes institutionnels et politiques, c'est un procédé « moderne », en ce sens qu'il se substitue à d'autres modes anciens et qui se généralise dans tous les systèmes politiques. C'est à cet effet que depuis l'avènement de la démocratie au Togo, des élections sont régulièrement organisées.

Le 25 avril 2015, les Togolais étaient appelés aux urnes pour désigner celui qui aura à présider la destinée du pays pour les cinq prochaines années. A cet effet, les électeurs togolais avaient le choix entre cinq candidats qui sont : M. Jean-Pierre Fabre de la coalition Combat pour l'alternance politique en 2015 (CAP 2015), M. Faure Essozimna Gnassingbé de l'Union pour la république (UNIR), Maître Mouhamed Tchassona-Traoré du Mouvement citoyen pour la démocratie et le développement (MCD), le Professeur Tchabouré Gogué de l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI) et Komandega Taama Togolaise New Commitment (NET).

L'échéance de 2015 représente un enjeu majeur dans la consolidation des acquis démocratiques au Togo. C'est pourquoi les plus hautes autorités du pays ont fait de la réussite de ce processus électoral un défi. En ne lésinant pas sur les moyens, le gouvernement togolais a réussi à créer les conditions d'une élection libre, transparente, équitable et démocratique. Cette élection, qui s'est déroulée dans le contexte de la remise en jeu du mandat du Président Faure Essozimna Gnassingbé et de la fièvre électorale qui prévaut dans la sous-région, a offert l'opportunité à la communauté internationale d'évaluer les prouesses démocratiques au Togo.

L'organisation de l'élection présidentielle du 25 avril 2015 a été confiée à la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Composée de 17 membres issus des partis politiques parlementaires et extraparlimentaires ainsi que des personnalités de la société civile, elle est officiellement entrée en fonction le 29 septembre 2014 et s'est engagée aussitôt dans la préparation de ce scrutin présidentiel. Elle s'appuie sur 42 structures décentralisées dénommées Commission électorales locales indépendantes (CELI) qui sont chargées de recueillir les données des centres de votes vers la CENI. La sécurisation du processus électoral a été, quant à elle, assurée par la Force spéciale élection présidentielle 2015 (FOSEP 2015) forte de 8000 hommes.

Afin de disposer d'un fichier électoral fiable, la CENI a procédé à la révision des listes électorales. Ainsi, la campagne de révision des listes a permis d'actualiser le fichier qui en définitif a dégagé 3 509 258 électeurs. Ce fichier a été consolidé par des experts électoraux de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF).

The election is a method of selection of representatives by citizens through the mechanisms established by the constitution or the Government in place. Like other institutional and political mechanisms, it is a « modern » process, in the sense that it substitutes other old ways and becomes widespread in all political systems. It is in this regard that since the advent of democracy in Togo, elections are regularly held.

On April 25, 2015, the Togolese people were called to the polls to elect the one who has to preside over the destiny of the country for the next five years. To this end, Togolese voters had a choice between five candidates who are: Mr. Jean-Pierre Fabre of the coalition fighting for political change in 2015 (CAP 2015), Faure Essozimna Gnassingbé of the Union for the Republic (UNIR), Mr. Muhammad Tchassona-Traoré of Citizen's Movement for Democracy and Development (MCD), Professor Tchabouré Gogué of the Alliance of Democrats for Integral Development (ADDI) and Komandega Taama Togolese New Commitment (NET).

The 2015 term is a major challenge in the consolidation of democratic gains in Togo. This is why the highest authorities of the country have made of the challenge of the electoral process a success. By not skimping on the resources, the Togolese government has succeeded in creating the conditions for a free, fair, equitable and democratic election. This election, which took place in the context of putting into perspective the term of the Presiding Faure Gnassingbé and the election fever prevailing in the sub region, provides an opportunity for the international community to assess the democratic prowess in Togo.

The organization of the April 25, 2015 presidential election was entrusted to the Independent National Electoral Commission (CENI). Composed of 17 members from the parliamentary and the extra-parliamentary political parties as well as personalities from the civil society, it officially takes office on September 29, 2014 and is immediately committed in the preparation of the presidential election. It relies on 42 decentralized structures called local independent electoral Commission (CELI) who are responsible for collecting the data from voting centers to the CENI. The securing of the electoral process was, also, done by the Special Force of the 2015 presidential election (FOSEP 2015) composed of 8000 men.

In order to have a reliable electoral register, CENI conducted the revision of electoral lists. Thus, the revision campaign of the lists helped to update the file which in the final generated 3,509,258 voters. This file has been consolidated by electoral experts from the Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

### **A festive electoral campaign**

The electoral process has entered its crucial stage on April 10, 2015 with the opening of the election campaign. The latter, which ended on April 23, 2015, was an opportunity for the five candidates involved to go across all parts of the country to conquer the electorate. Thus, for two weeks the candidates, in a friendly atmosphere of mutual respect and enthusiasm attracted people →

# ASSOCIATION DES ENTREPRISES DE CHINE AU TOGO (AECT)

L'Association des Entreprises de Chine au Togo (AECT) est la réunion des entreprises et organismes publics et privés chinois au Togo. Ses objectifs sont le renforcement du dialogue avec les organismes gouvernementaux togolais, le développement des coopérations avec le monde des entreprises industrielles et commerciales togolaises, la protection des intérêts de ses membres, la réalisation d'un développement commun et de la réussite des deux côtés. L'AECT brille dans plusieurs secteurs d'activités, de grands travaux publics (le contournement de Lomé, la nouvelle aéroport de Lomé...) aux commerces privés (le supermarché Horizon, l'hôtel Krimas...), sans oublier l'industrie vivrière (le complexe sucrier d'Anié, etc). L'AECT est prête à accueillir les partenaires togolais venant de tous secteurs d'activités. Marchons ensemble vers un futur d'excellence.

E-mail : aectlome@gmail.com

## PRÉSIDENT



## VICE-PRÉSIDENTS



## MEMBRES



## → Une campagne électorale festive

Le processus électoral est entré dans sa phase décisive le 10 avril 2015 avec l'ouverture de la campagne électorale. Celle-ci, qui a pris fin le 23 avril 2015, a été l'occasion pour les cinq candidats en lice de parcourir toutes les contrées du pays à la conquête de l'électorat. Ainsi, durant deux semaines les candidats ont, dans une ambiance conviviale, de respect mutuel et d'enthousiasme, séduit les populations par leur projet de société. Véritable moment de promesses, la campagne électorale a servi d'opportunité aux prétendants à la magistrature suprême de faire des « avances » à la population togolaise par rapport à leurs préoccupations de l'heure. A cet effet, de tous les programmes de société, les différents candidats ont promis, une fois au pouvoir, de faire du Togo un pays émergent. Ils ont promis de s'atteler au bien-être économique et social des Togolais, de renforcer l'Etat de droit et de faire de la terre de nos aïeux, un pays uni et prospère, loin des clivages politiques.

Au-delà de ces promesses de campagne, c'est le caractère pacifique de celle-ci qui a marqué les esprits tant dans l'opinion nationale qu'internationale. En effet, la campagne électorale de l'élection présidentielle du 25 avril 2015 a été une occasion de plus pour les Togolais, qu'ils soient hommes politiques ou simples citoyens, de démontrer qu'à jamais les valeurs démocratiques sont encrées dans les mœurs au Togo. Durant la campagne électorale, l'ambiance était plutôt festive et les caravanes des différentes équipes de campagne se sont croisées dans une allégresse sans précédent. Sous l'œil vigilant de la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication (HAAC) et des éléments de la FOSEP, les libertés d'expression et de circulation des candidats ont été respectées.

## Un vote libre, transparent et apaisé

Le caractère paisible et démocratique de la campagne électorale présageait déjà un vote libre. Le jour du scrutin, le Gouvernement avait pris toutes les mesures pour offrir à l'électeur le maximum de liberté de jugement, d'absence de pressions et de manifestations de ses préférences à travers les urnes. Le déroulement du scrutin s'est fait de manière ordonnée et professionnelle et les opérations de dépouillement en toute transparence.

Dans l'ensemble le scrutin du 25 avril 2015 s'est déroulé dans le calme et la sérénité, confirmant ainsi le pari et l'engagement des plus hautes autorités du Togo à faire de cette élection la preuve de l'enracinement de la démocratie. Le sens élevé de l'intérêt national, les autorités togolaises et les candidats en lice l'ont une fois encore démontré en acceptant, la veille du scrutin, c'est-à-dire, le 24 avril 2015, la mise sur pied d'un Comité d'accompagnement auprès de la CENI en vue de juguler la méfiance qui s'était installée entre les acteurs politiques à l'approche du scrutin. Ce Comité, composé des représentants des candidats et des chefs de missions d'observation internationale, a suivi de façon permanente, rigoureuse et transparente toutes les opérations de remontée, de traitement et de publication des résultats par la CENI.

## Une victoire méritée du président sortant, Faure Essozimna Gnassingbé

Le décompte des voix et la centralisation des résultats qui ont commencé dès le 25 avril à la fermeture des bureaux de vote ont permis à la CENI de proclamer les résultats provisoires de l'élection présidentielle du 25 avril 2015. Ceux-ci ont été transmis à la Cour constitutionnelle qui a officiellement

by their social project. Real moment of promise, the campaign was used as an opportunity for contenders for the presidency to «advances» the Togolese populations relative to their current concerns. To this end, of all the society programs, the various candidates have promised, once in power, to make of Togo an emerging country. They promised to tackle the economic and social well-being of Togolese, to strengthen the rule of law and make the land of our ancestors, a united and prosperous country, far from political divisions.

Beyond these campaign of promises, it is its peaceful character that impressed people in both national and international opinion. Indeed, the campaign of the presidential election of April 25, 2015 was a further opportunity for the Togolese, whether politicians or ordinary citizens, to demonstrate that democratic values are forever rooted in Togo's social practices. During the election campaign, the mood was more festive and caravan of different campaign teams have crossed in an unprecedented joy. Under the watchful eye of the High Authority for Audiovisual and Communication (HAAC) and elements of the FOSEP, the freedom of expression and movement of candidates were respected.

## A free, fair and peaceful vote

The peaceful and democratic nature of the election campaign already foreshadowed a free vote. On the election day, the Government had taken all measures to provide the voter with the maximum freedom of judgment, absence of pressure and demonstration of one's preferences through the ballot box. The voting was done in an orderly and professional manner and the counting operations in full transparency.

In general, the election of April 25, 2015 took place in peace and serenity, confirming the bet and commitment of the highest authorities of Togo to make of this election a demonstration of the rootedness of democracy. The high sense of national interest of the Togolese authorities and candidates is once again

demonstrated, by accepting at the eve of the election, that is to say on April 24, 2015, the establishment of a monitoring committee to the CENI to curb the distrust that had developed between political actors as the election day is approaching. This committee composed of candidates' representatives and heads of international observation missions, followed permanently, rigorously and transparently all the lift, processing and publication of the results by the CENI.

**Le caractère paisible et démocratique de la campagne électorale présageait déjà un vote libre.**

*The peaceful and democratic nature of the election campaign already foreshadowed a free vote.*

## A deserved victory of the outgoing President Faure Essozimna Gnassingbé

The vote counting and the centralization of results that began on 25 April at the close of polling stations allowed the CENI to declare the provisional results of the presidential elections of April 25, 2015. These were forwarded to the Constitutional Court which officially proclaimed on May 3, 2015, Faure Gnassingbé elected with 1,221,282 votes, representing 58.77% of votes cast. The president has sworn in on May 4 before the Constitutional Court for a new five-year term.

A free, transparent, fair and peaceful election was the biggest challenge of the Togolese authorities earlier this year 2015. A successful bet, a challenge met, we may say, as the Togolese can claim to have proved to the international community that democracy is moving on in the land of our ancestors. The success of the April 25, 2015 election will remain imprinted in golden letters in the political history of Togo as the early parliamentary elections of April 27, 1958.

## The international community strongly mobilized, witness of the event

The importance and the ballot issue have led to major efforts from the international community represented by fifteen inter-





proclamé, le 3 mai 2015, Faure Essozimna Gnassingbé élu avec 1 221 282 voix, soit 58,77% des suffrages exprimés. Le président de la République à prêté serment le 4 mai devant la Cour constitutionnelle pour un nouveau quinquennat.

Un scrutin libre, transparent, équitable et apaisé a été le plus grand défi des autorités togolaises au début de cette année 2015. Pari réussi, défi relevé, on peut le dire, car les Togolais peuvent se targuer d'avoir prouvé à la communauté internationale que la démocratie est en marche en terre de nos aïeux. La réussite du scrutin du 25 avril 2015 restera gravée en lettres d'or dans l'histoire politique du Togo comme les élections législatives anticipées du 27 avril 1958.

**La communauté internationale fortement mobilisée, témoin de l'événement**

L'importance et l'enjeu du scrutin ont suscité une forte mobilisation de la communauté internationale représentée par une quinzaine de missions d'observation internationale émanant d'organisations internationales ainsi que des ambassades et institutions accréditées au Togo. Au total 501 observateurs internationaux ont été déployés sur toute l'étendue du territoire national pour suivre ce scrutin. Au terme de leur mission, les observateurs ont unanimement, sans réserve, salué la bonne tenue de l'élection du 25 avril 2015. Selon les missions d'observation internationale, le déroulement du processus électoral de 2015 marque une avancée assez significative pour la jeune démocratie togolaise et confirme la maturité politique du peuple togolais.

Les impressions suivantes, à titre illustratif, de l'Union africaine, de la CEDEAO et de l'OIF sont des témoignages assez vivants de la réussite du scrutin.

- Union africaine : « Dans l'ensemble, l'élection présidentielle du 25 avril 2015 constitue une étape importante dans l'enracinement de la démocratie en République du Togo. (...) Cette élection a permis au peuple togolais de choisir son Président de la République librement et dans la transparence... ».
- CEDEAO : « La Mission de la CEDEAO estime que, dans l'ensemble, le scrutin du 25 avril 2015 s'est déroulé dans des conditions acceptables de liberté et de transparence. Elle se félicite du sens de responsabilité et de discipline dont ont fait preuve les électeurs dans l'expression de leurs droits civiques. La Mission estime que le présent scrutin est déterminant, non seulement pour la consolidation de la gouvernance démocratique au Togo, mais aussi pour la réconciliation et l'unité nationales... ».
- OIF : « Le Secrétaire général tient à saluer l'esprit de responsabilité des électeurs et des électrices qui ont voté dans le calme et la sérénité ainsi que les acteurs politiques qui ont contribué à l'apaisement avant, pendant et après le scrutin ».

La réussite du processus électoral de 2015 vient renforcer les acquis démocratiques au Togo. C'est une preuve de plus que les Togolais restent attachés à des valeurs universelles de liberté, d'équité et de transparence.



Le Président Faure Gnassingbé et les membres de la Cour Suprême / President Faure Gnassingbe and the Supreme Court member

national observation missions from international organizations and embassies accredited institutions in Togo. Altogether 501 international observers were deployed throughout the extended national territory to monitor the elections. At the end of their mission, the observers were unanimously unreservedly welcomed the good conduct of the April 25, 2015 election. According to the international observation missions, the conduct of the 2015 electoral process marks a fairly significant move for the young

Togolese democracy and confirms the political maturity of the Togolese people.

The following impressions, by way of illustration, the African Union, ECOWAS and the OIF are enough the living testimonies of the election success.

- African Union: «In general, the presidential election of April 25, 2015 is an important step in the consolidation of democracy in the Republic of Togo. (...) This election allowed the Togolese people to choose their President of the Republic freely and openly ...».
  - ECOWAS: «The ECOWAS Mission believes that, generally, the April 25, 2015 election took place in acceptable conditions of freedom and transparency. It welcomes the sense of responsibility and discipline shown by the voters in the expression of their civil rights. The Mission believes that this election is decisive not only for the consolidation of democratic governance in Togo, but also for reconciliation and national unity ...».
  - OIF: «The Secretary-General wishes to salute the spirit of responsibility of the voters who voted in calm and serenity as well as political actors who contributed to the appeasement before, during and after the elections.»
- The success of the 2015 electoral process strengthens the democratic achievements in Togo. This is further a proof that Togolese remain committed to the universal values of freedom, fairness and transparency.



Le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé lors de sa prestation de serment / President Faure Essozimna Gnassingbe during his oath pretation

# La méthode gagnante de Faure

## Faure's winning method

par Arsenn AGBESSINOÛ, Conseiller en communication du ministre  
by Mr. Arsenn AGBESSINOÛ, Minister's Communication Advisor

Après la victoire de Faure Essozimna Gnassingbé à l'élection présidentielle du 25 avril 2015, le Chef de l'Etat n'a pas tardé à prêter serment devant la Cour Constitutionnelle: trois quarts d'heure ont suffi pour cette cérémonie de serment, entamant ainsi un nouveau mandat de 5 ans le matin du 4 mai 2015. De cette journée, il reste ces mots forts solennels: «Devant Dieu et devant le peuple togolais, seul détenteur de la souveraineté populaire, Nous, Faure Essozimna Gnassingbé, élu président de la République, conformément, aux lois de la République, jurons, solennellement, de respecter et de défendre la constitution que le peuple togolais s'est librement donné...».

La brillante victoire du président Faure Essozimna Gnassingbé avec 58,77% des voix lui donne à la fois une grande légitimité et une marge de manœuvre plus large ouvrant ainsi la voie à la mise en œuvre de son programme de développement et de sa vision stratégique pour son pays.

Le 5 juin, la fumée blanche apparaît. Komi Sélom KLASSOU est nommé premier ministre. Le choix d'un homme de l'écurie UNIR, universitaire ayant gravi quasiment toutes les marches de landernau politique Togolais dénote clairement de la volonté du Chef de l'Etat qui veut marquer d'un sceau indélébile sa victoire et de faire de son mandat une réussite totale. Attendu sur plusieurs défis, le gouvernement KLASSOU resserré autour de personnalités expérimentées et compétentes avec 22 ministres dont 4 femmes contre 29 que comptait le précédent gouvernement, dénote de la méthode gagnante de Faure.

Au lendemain de sa formation, le nouveau gouvernement au grand complet s'est présenté devant l'Assemblée Nationale, où le chef du gouvernement s'est soumis à la traditionnelle déclaration de politique générale de son équipe. Devant les députés il a présenté son programme d'actions afin d'obtenir leur vote de confiance.

### Priorité à l'inclusion socio-économique et à la modernisation du Togo

Le chef du gouvernement compte s'inscrire dans les œuvres majeures entamées ces dernières années en axant ces prochaines priorités en cohérence avec la vision du Président de la République.

On se rappelle de l'engagement du Chef de l'Etat, de placer ce quinquennat sur des couleurs plus sociale et

After the victory of Faure Essozimna Gnassingbé in the presidential election on 25 April 2015, the Head of State quickly swore in before the Constitutional Court: three quarters hour were enough for the oath ceremony, starting a new 5-year term on the morning of May 4, 2015. From this day, it remains his strong solemn words: «Before God and before the Togolese people, sole holders of popular sovereignty, We, Faure Essozimna Gnassingbé, elected President of the Republic, in accordance with the laws of the Republic, swear solemnly to respect and defend the constitution that the Togolese people have freely given itself...».

The brilliant victory of President Faure Gnassingbé with 58.77% of the vote gives him both legitimacy and a wider margin of maneuver paving the way for the implementation of its development program and his strategic vision for his country.



On June 5, the white smoke appears. Komi Sélom Klassou is appointed Prime Minister. Choosing a man of the UNIR party, university lecturer having climbed almost all the Togolese political academic fraternity steps clearly demonstrates the will of the Head of State who wants to mark with an indelible seal his victory and to make of his mandate a total success. Expected on several challenges, Klassou government tightened around experienced and competent persons with 22 ministers, including 4 women against 29 that had the previous government denotes the winning method of Faure.

Following its formation, the new government in full force appeared before the National Assembly, where the Head of government submitted himself to the traditional policy statement of his team. Before the members of parliament he presented his program of actions in order to get their vote of confidence.

### Priority to Socioeconomic Inclusion and Modernization of Togo

The Head of government intends to make part of the major works initiated in recent years by focusing the next priority in line with the vision of the President of the Republic.



Le Premier Ministre Selom KLASSOU et les membres du nouveau gouvernement à l'Assemblée Nationale / The Prime Minister Selom Klassou and members of the new government in the National Assembly

économique en faveur de toutes les couches du pays. Les députés ont eu la démonstration de Sélom Komi Klassou qui va miser sur l'inclusion économique et sociale en tant que vecteur de la cohésion sociale pour la modernisation en vue de l'émergence du Togo.

Dans cette même veine et en application de la méthode gagnante de Faure, le premier ministre s'est résolument engagé à poursuivre avec les différents programmes sur l'emploi des jeunes, le volontariat national qui va être marqué au cours de ce quinquennat par celui des séniors. Aussi, la nomination d'un ministre de la santé et de la Protection sociale marque l'orientation sociale du nouveau gouvernement.

#### Réformes politiques et positionnement diplomatique du Togo

La relance des réformes politiques et sur le positionnement diplomatique du Togo sont aussi une priorité pour le chef du gouvernement. Sur le premier point, le gouvernement en fait une question majeure de son agenda et compte le relancer dans «un climat serein et de dépassionné». «Tout l'enjeu est d'insuffler une nouvelle dynamique... pour une amélioration constante de nos pratiques démocratiques». La décentralisation va être abordée dans le même esprit d'engagements.

Sur le chantier du positionnement diplomatique du Togo, la réaffirmation de l'engagement des Forces Armées Togolaises dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies et l'organisation prochaine du Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité Maritime et le Développement en Afrique sont des défis majeurs pour ce début de quinquennat.

#### l'assemblée nationale approuve le programme Klassou

Au final, le gouvernement Klassou a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale à 65 députés sur 81 donnant ainsi, une onction souhaitée pour l'application du programme du Président Faure Essozimna Gnassingbé pour un quinquennat des grands défis.

*We recall the commitment of the Head of State, to place this five-year period on more social and economic colors for all sections of the country. MEPs had seen the demonstration of Sélom Komi Klassou who will build on the economic and social inclusion as a vector of social cohesion for the modernization to the emergence of Togo.*

*In this same vein and under the prevailing method of Faure, the Prime Minister is fully committed to continue with the various programs on youth employment, the national volunteering that will be marked during this five-year period by that of seniors. Also, the appointment of the Minister of Health and Welfare marks the social orientation of the new government.*

## Le chef du gouvernement compte s'inscrire dans les œuvres majeures entamées ces dernières années

*The Head of government intends to make part of the major works initiated in recent years*

#### Political Reforms and Diplomatic Positioning of Togo

*The revival of political reforms and the diplomatic positioning of Togo are also a priority for the Head of government. On the first point, the government made of it a major issue of its agenda and intends to revive it in «a serene and dispassionate climate.» «The whole challenge is to give a new impulse ... for a constant improvement of our democratic practices.» Decentralization will be addressed in the same spirit of commitment.*

*On Togo diplomatic positioning project, reaffirming the commitment of the Togolese Armed Forces in UN peacekeeping operations and the organization of the next Extraordinary Summit of the African Union on Maritime Security and Development in Africa are major challenges for the beginning of the five-year term.*

#### National Assembly approves Klassou's Program

*Finally, Klassou's government obtained the confidence of the National Assembly and 65 members of parliament out of 81 giving thus, a desired anointing for the implementation of President Faure Essozimna Gnassingbé program for a five-year period of great challenges.*

# III<sup>ème</sup> Conférence du Club Diplomatique de Lomé : L'Afrique dans la Géopolitique Mondiale.

## *Third Conference of Diplomatic Club Lome: Africa in the World Geopolitics*

par Arsenn AGBESSINO, Conseiller en communication du Ministre  
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Minister's Communication Advisor

La troisième conférence trimestrielle du Club Diplomatique de Lomé (CDL) s'est tenue, le vendredi 03 juillet 2015, à l'hôtel Sarakawa à Lomé, la capitale du Togo. Plus de cinquante membres et invités dont plusieurs personnalités diplomatiques et hautes fonctionnaires des Organisations Internationales ont assisté à cette conférence-débat autour du thème : «L'Afrique dans la géopolitique mondiale». Dans ce numéro de Diplomag, nous publions la présentation de Edem Kodjo, Ancien Secrétaire Général de l'OUA (UA), Ancien Premier Ministre du Togo, Orateur de la conférence. / *The third quarterly meeting of the Diplomatic Club of Lomé (CDL) was held on Friday, July 3, 2015, at Sarakawa Hotel in Lome, capital city of Togo. Over fifty members and guests including several diplomatic personalities and high officials of international organizations attended the panel discussion on the theme «Africa in global geopolitics.» In this issue of Diplomag, we publish the presentation of Edem Kodjo, former Secretary General of the OAU (AU), Former Prime Minister of Togo, Speaker of the conference.*

### L'AFRIQUE DANS LA GEOPOLITIQUE MONDIALE

« Comme hier, l'Afrique aujourd'hui se débat dans le monde, un monde en transition, un monde difficile. Son destin semble toujours précaire, même si sa présence, progressivement se renforce.

Guettée par le terrorisme, toujours sujette au mal-développement, sa masse démographique fabuleuse, ses ressources naturelles incommensurables en font pourtant une force prévisible dans l'avenir.

Qu'est-elle alors dans l'ordre géopolitique du monde ?

A cette question posée à un ancien Ministre des affaires étrangère de la République française : « Quelle est selon vous, la place de l'Afrique dans le nouveau système de rapports de force dans le monde ?

Celui-ci répondit : « Je ne crois pas que l'on puisse parler de "l'Afrique" en général, pas plus que "l'Asie" d'ailleurs. Les 53 pays africains sont, à des degrés divers, convoités ou courtisés, mais l'Afrique en tant que telle n'est pas à ce stade un acteur mondial. Des pays africains le deviendront, l'Afrique elle-même peut-être, un jour, bel objectif ! » (Hubert VEDRINE).

1- Un Continent morcelé dans un monde où prévaut la massivité

Aujourd'hui, la carte politique africaine offre l'aspect démobilisateur et démoralisant d'un puzzle d'Etats précaires, Etats sommaires dont les frontières héritées de la colonisation, constituent un obstacle à l'épanouissement de leurs peuples. Tels qu'ils se présentent à l'heure actuelle, ils risquent d'incarner pour longtemps, la misère et la pauvreté. Les difficultés auxquelles est confrontée l'Afrique contemporaine ont pour cause principale, l'émiettement territorial du continent, dont la conséquence néfaste est la permanence d'économies nationales ayant grand peine à se développer.

Sur la carte politique du continent, rares sont les frontières qui n'ont pas détruit l'unité naturelle de vastes régions. Ailleurs, et particulièrement en Europe, les Etats se sont donnés pour frontières des cours d'eau, des montagnes préservant l'unité des zones géographiques, en suivant le relief naturel. En Afrique au contraire, la liste est interminable des frontières qui, séparent en plusieurs morceaux,

### AFRICA IN THE WORLD GEOPOLITICS

« Like yesterday, today Africa is struggling in the world, a world in transition, a difficult world. Its fate seems still precarious, even although its presence is gradually strengthening.

Ambushed by terrorism, still prone to poor development, its fabulous demographic mass, its immeasurable natural resources yet constitute a force in the foreseeable future.

What is it then in the geopolitical world order?

To this question put to a former Minister of Foreign Affairs of the French Republic: «What do you think according to you, is the place of Africa in the new system of power relations in the world?

He replied: «I do not think we can speak of 'Africa' in general, no more than "Asia" for that matter. The 53 African countries are, to varying degrees, coveted or courted, but Africa as a whole is not at this stage a global player. African countries will become, Africa itself perhaps, one day, nice goal! » (Hubert Védrine).

1- A Continent fragmented in a world where prevails the massiveness.

Today, the African political map offers demotivating and demoralizing aspect of a puzzle precarious states, summary states whose borders inherited from colonization, constitute an obstacle to the development of their peoples. As they stand at present, they may embody for long, misery and poverty. The challenges facing Africa today mainly come from the territorial fragmentation of the continent, whose negative consequence is the national economies constantly having great difficulty to develop.

On the political map of the continent, few are the borders that did not destroy the natural unity of vast regions. Elsewhere, particularly in Europe, states are given borders to rivers, mountains preserving the unity of the geographical areas, according to the natural relief. In Africa however, the list is endless, borders which separate into several pieces, originally homogeneous regions. The latest example is the Republic of South Sudan whose boundaries are the subject of tough negotiations that have just completed.

When we observe the physical structure of the great powers of our time, each of them, China, USA, France, Germany (now



M. Edem Kodjo, Orateur de la Conférence / Mr. Edem Kodjo, Speaker of the conference

des régions originellement homogènes. Le dernier exemple est la République du Soudan du Sud dont les frontières sont l'objet d'âpres négociations à peine achevée.

Quand on observe la structure physique des grandes puissances de notre temps, chacune d'elles, Chine, Etats-Unis, France, Allemagne (aujourd'hui unifiée), Italie, Grande-Bretagne, Japon, Inde, Brésil, etc. représente un tout géographique. Si les Français se sont tant battus pour récupérer l'Alsace et la Lorraine perdue en 1871, si les Allemands se sont débattus pour leur réunification, c'est que le meilleur cadre d'aménagement de l'espace exige le respect des unités géographiques, telles que la nature les a constituées, en régions unies.

Chaque frontière tracée sur la carte de l'Afrique par les géographes, diplomates et arpenteurs européens, a détruit l'unité des peuples africains. Ewés, mandingues, Yorubas, Saras, Fangs, Bakongos, Somalis, etc... en savent quelque chose.

Telle qu'elle se présente aujourd'hui, l'Afrique a une illusion de puissance, illusion nourrie par le nombre ; puissance qui montre trop facilement ses limites dans les institutions internationales notamment le Conseil de Sécurité des Nations Unies, puissance dont on n'a ni vu la pertinence ni l'efficacité face aux crises de la Côte d'Ivoire, de la Somalie et de la Libye etc.

Nous Africains, faisons l'amère expérience de l'immobilisme, résultat de l'éparpillement, de l'esseulement de nos Etats et de nos organisations d'Etats. Nous n'apparaissions comme une force que lorsque nos intérêts et ceux des puissants de ce monde convergent.

Sommes-nous une force lorsque le budget de notre organisation continentale est soutenu à plus de 90% par les puissances extérieures ? Quelle peut être l'autonomie d'action d'une pareille organisation ?

Avouons-le, nos limites apparaissent assez vite, lorsque nos intérêts et ceux des Puissants de ce monde divergent ; alors, nous faisons plus figure d'obligés que d'acteurs.

*unified), Italy, Britain, Japan, India, Brazil, etc. represents a geographical set. If the French have fought so hard to recover Alsace and Lorraine lost in 1871, if the Germans struggled to reunification, it means that the better framework for spatial planning requires respect for geographic units, like nature has made them, in plain areas.*

*Each boundary lined on the map of Africa by geographers, surveyors and European diplomats destroyed the unity of the African peoples. Ewe, Manding, Yoruba, Saras, Fangs, Bakongo, Somalis, etc ... know something about that.*

*As it stands today, Africa has a power of illusion, illusion nurtured by the number; power that too easily shows its limits in international institutions including the United Nations Security Council, whose power has neither been seen nor the relevance and effectiveness concerning crises in Côte d'Ivoire, Somalia and Libya etc.*

*We, Africans, make the bitter experience of immobility, the result of the scattering, the loneliness of our States and our organizations of States. We only appear as a force when our interests and those of the powerful of this world converge.*

*Are we a force when the budget of our continental organization is supported to more than 90% by foreign powers? What can be the autonomy of action of such an organization?*

*Let's admit it, our limits appear rather quickly when our interests and those of the Powerful of this world diverge; then, we appear more obliged than actors.*

*The current geopolitics of the world that highlights the power relations between nations, far from contingencies antagonistic blocks that forced us to line up behind one side rather than the other, and that prevented us from being ourselves, would have enabled us to express ourselves and to further assert our positivity. The current African Union is much less faced by these antagonistic ideologies experienced by the OAU and the emerging « BRICS » (Brazil- Russia-India-China -South Africa) is now an attractive reality, which may inspire unions that African peoples are waiting to see emerge on the continent.*

→ La géopolitique actuelle du monde qui met en lumière les rapports de force entre nations, loin des contingences des blocs antagonistes qui nous obligeaient à s'aligner derrière un camp plutôt que l'autre, et qui nous empêchait d'être nous-mêmes, aurait pu nous permettre de nous exprimer et d'affirmer d'avantage notre positivité. L'Union Africaine actuelle est beaucoup moins traversée par ces courants idéologiques antagonistes que connaissait l'OUA et l'émergence du « BRICS » (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud) est aujourd'hui une réalité

attrayante, susceptible d'inspirer les unions que les peuples africains attendent de voir émerger sur leur continent.

L'expérience de l'Europe, (les crises financières de l'Irlande, de l'Italie, du Portugal et de la Grèce, démontre s'il en était besoin que le « chacun pour soi » peut conduire à la débâcle, malgré l'apparente cohérence du noyau dur de l'Union européenne (France- l'Allemagne mise à rude épreuve par la situation actuelle de la Grèce). Aujourd'hui, de plus en plus de personnalités européennes crient leur conviction face aux incertitudes et turbulences des marchés, qu'un seul chemin peut mener hors du désastre et arrêter l'espèce de "tragédie grecque" qui se joue sous nos yeux : le chemin de l'union, avec la création d'Institutions politiques et financières uniques et un leadership agissant au nom de tous.

Des hommes de la trempe de Jacques Delors ainsi que ses collègues du groupe de réflexion «NOTRE EUROPE» (Romano Prodi, Joschka FISCHER et Guy Verhofstadt), estiment que la création d'une Institution économique et politique unique, accompagnée d'un leadership agissant au nom de tous, est indispensable. Ils redoutent que les relations transatlantiques soient précarisées et que l'avenir de l'Europe soit potentiellement dramatique.

Au plan politique l'Afrique quand à elle ne tire pas assez parti de son immense potentiel ni de la spécificité de l'environnement géopolitique actuel. « La Chine et l'Inde ont chacune des industries en voie de modernisation rapide appuyées sur de nouvelles classes moyennes disposant de revenus en hausse et d'un pouvoir d'achat élevé. Il en résulte une demande croissante, non seulement pour les ressources naturelles extractives africaines mais aussi pour le coton.

L'Afrique devient donc selon la Banque Mondiale, un facteur essentiel pour la croissance des deux économies parmi les plus puissantes et les plus peuplées mais aussi pour les autres Puissances, grandes et moyennes. Il faut bien convenir que l'Afrique tire la croissance économique mondiale en ces temps difficiles.

Cependant, à cause de la faiblesse due à sa dispersion territoriale, les crises multiples qui sévissent sur son sol, l'Afrique semble ballottée, tel un navire à la dérive.

Elle ne peut faire face sans l'appui de l'Occident aux fléaux terroristes que constituent Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) dont les foyers se retrouvent en Somalie, au Niger, au Mali, en Algérie et en Mauritanie et la secte Boko Haram au Nigéria, au Tchad, au Cameroun. Organisations terroristes qui défient des pays entiers, les minent dans leur unité, dans leur culture et dans leur souveraineté.

Cette présence flagrante au monde n'a pourtant pas toujours été admise par tous.

## 2- Les leçons de l'Histoire et les atouts de l'Afrique

« L'Afrique n'est pas une partie historique du monde. Elle n'a pas de mouvements, de développements à montrer, de mouvements historiques en elle. C'est-à-dire que sa partie septentrionale appartient au monde européen ou asiatique ; ce que nous entendons par l'Afrique est l'esprit a-historique, l'esprit non développé, encore enveloppé dans les conditions naturelles et qui doit être présenté ici seulement comme au seuil de l'histoire du monde ». Ainsi parlait Hegel dans son Cours sur la philosophie de l'histoire, en 1830, il y a deux siècles à peine.

Et pourtant, c'est en Afrique, qu'a commencé l'histoire et loin d'être une affirmation gratuite, cette assertion est une réalité scientifique qui se vérifie lorsqu'on sillonne le monde à la recherche des vestiges des civilisations premières. Mère

*The experience of Europe (financial crises of Ireland, Italy, Portugal and Greece, demonstrates if proof were needed that the «every man for himself» can lead to the collapse, despite the apparent consistency of the hard core of the European Union (France-Germany sorely tested by the current situation in Greece.). Today, more and more European personalities proclaim their conviction faced with uncertainties and turbulences of markets, that one path may lead out of the disaster and stop the 'Greek tragedy ' species that is played before our eyes: the path of union, with the creation of unique financial and political institutions and leadership on behalf of all.*

*Men of the caliber of Jacques Delors and his colleagues of the reflection group «OUR EUROPE» (Romano Prodi, Joschka Fischer and Guy Verhofstadt), believe that the creation of a unique political and economic institution, accompanied by a leadership acting on behalf of all, is essential. They fear that transatlantic relations be precarious and that the future of Europe be potentially dramatic.*

*At the political level, as far as Africa is concerned, does not take enough advantage of its immense potential or the specificity of the current geopolitical environment. «China and India have each rapidly modernizing industries supported by new middle class with increasing incomes and high purchasing power. The result is a growing demand not only for African extractive natural resources but also for cotton.*

*Africa becomes therefore according to the World Bank, a key factor in the growth of the two economies among the most powerful and most populous but also for the other great and medium-sized Powers. It must be admitted that Africa is driving the world economic growth in these difficult times.*

*However, because of the weakness due to its territorial dispersion, the multiple crises on its soil, Africa seems tossed like a ship adrift.*

*It cannot cope without the support of the West to terrorist scourges AQIM (Al-Qaeda in the Islamic Maghreb) whose homes are found in Somalia, Niger, Mali, Algeria and Mauritania and Boko Haram sect in Nigeria, Chad, Cameroon. These terrorist organizations that defy entire countries undermine their unity, their culture and their sovereignty.*

*And yet !! Casting a circular glance at the world map, not on a conventional world map of Mercator projection which amplifies the temperate regions, but on the new Peters card for a united world, it is easy to notice that the African continent, one of the largest, most massive, located between 37 ° 21 'north latitude and 34 ° 51' south latitude, crossed in northern two-thirds and one south third from the equator, returned to its proper place in the middle of emerged land, appears to occupy the geographical center of the world.*

*This blatant presence in the world is not still yet accepted by all.*

## 2- The lessons of History and strengths of Africa

*«Africa is not a history of the world. It has no movement, developments to show, historical movements in it. That is to say, its northern part belongs to European or Asian world; what we mean by Africa is ahistorical mind, the undeveloped mind, yet wrapped in natural conditions and to be presented here only as the threshold of world history. "Hegel was saying this in his course on the philosophy of history, in 1830, about two centuries ago.*

*Yet it is in Africa, that history began and far from being a gratuitous assertion, that assertion is a scientific reality that is true when traveling the world in search of the remains of the first civilizations. Mother of humanity, the land of Africa remains in the current state of research on the origin of the progress of mankind and civilization, the privileged place of the first manifestations of human creativity.*

*As demonstrated by African historians, including Professor Cheikh Anta Diop and his followers, there is no point looking elsewhere in East Africa along the Nile and Rift Valley, as evidenced by the presence of Lucy in the Rift Ethiopian and Toumai in Chad (7 million years), the seat of the first manifestations of inventiveness and human creator.*

*Africa is considered in the world by its men, its mineral resources but also its past and present history.*



à présent  
communication & production

AVEC  
**VALENTINE ALVARES**  
COMMUNIQUEZ EN COULEUR

Tel +228 22397777  
apresentsarl@gmail.com

→ de l'humanité, la terre d'Afrique reste dans l'état actuel des recherches sur l'origine du progrès du genre humain et de la civilisation, le lieu privilégiée des premières manifestations de la créativité humaine.

Comme le démontrent les historiens africains, notamment le Pr Cheikh Anta Diop et ses épigones, rien ne sert de chercher ailleurs qu'en Afrique orientale le long des cours du Nil et de la Rift Valley, comme en témoignent la présence de Lucy dans le Rift Ethiopien et Toumaï au Tchad (7 millions d'années), le siège des premières manifestations de l'esprit inventif et créateur de l'homme.

L'Afrique compte dans le monde par ses hommes, ses ressources minérales mais aussi par son Histoire ancienne et actuelle.

## Les hommes

« Il n'est de richesse que d'hommes » écrivait Jean BODIN.

La photographie actuelle de la population africaine et ses projections dans l'avenir, témoignent de la vigueur démographique d'un continent qui a trop longtemps souffert de razzias extérieures. L'Afrique, en 2010, est peuplée d'environ un milliard cents millions d'habitants soit un peu plus de 16% d'une population mondiale estimée à plus de six milliards et demi. Comparée à celle de l'ensemble de la planète et à celle des autres continents, la densité de sa population (28 habitants au kilomètre carré) est faible, puisque celle de l'ensemble du monde est estimée à 40. Le continent africain est manifestement sous-peuplé, bien que sa population d'environ huit cent vingt millions en l'en 2000, soit passée à un milliard cent millions en 2009 et à 1,2 milliards en 2010.

Si l'on mesure la saignée en hommes que la traite a coûtée à l'Afrique pendant les deux siècles qui ont précédé l'année 1750, l'on peut comprendre que le centre de gravité de la politique mondiale ait basculé vers les grandes masses démographiques de l'Europe et de l'Asie. Dans ces conditions, quelles que soient les difficultés qu'éprouvent actuellement les Etats africains à supporter leur population, l'on doit souhaiter que la part du continent dans la population mondiale évolue d'une manière à atteindre l'optimum éco-systémique indispensable à son redressement.

Pour cela, une occupation judicieuse de ces immenses étendues qui représentent près des deux tiers de la superficie totale du continent africain, grâce à une véritable colonisation intérieure induite par des opportunités économiques, devrait permettre une redistribution appropriée de la population africaine. Certains Etats africains, dotés d'importantes ressources naturelles, pourraient accueillir une population dix fois supérieure à celle qui les habite actuellement (Gabon, Congo, Guinée Equatoriale etc). Dans ce contexte, l'évolution de la démographie africaine, loin d'épouvanter les hommes politiques du continent, devrait au contraire les encourager dans la voie de la recherche de solutions audacieuses parce que unitaires pour un meilleur aménagement de l'espace géographique africaine assorti d'un processus de développement conséquent.

La croissance démographique de l'Afrique contemporaine, estimée à 3% par an, inquiète ceux qui craignent que la dégradation de la production alimentaire face à un peuplement accéléré du continent n'entraîne des famines catastrophiques. Ils n'ont pas tout à fait tort. Surtout que le spectre des migrations massives se concrétise de jour en jour. Les pays industrialisés de souche européenne sont confrontés à de graves problèmes de dénatalité, alors que les pays d'Asie à l'exception notable de la Chine et ceux d'Afrique et d'Amérique latine, connaissent une croissance démographique parfois exponentielle dont les résultats vont correspondre à un déplacement considérable des centres de gravité démographique dans le monde.

Un tel déplacement des masses humaines ne peut pas être neutre quant au poids des centres de décision, quant à l'influence des diverses nations sur la politique mondiale. La population africaine actuelle, en dépit des problèmes que connaît le continent, peut en définitive être une force

## Men

«There is no wealth than men,» wrote Jean Bodin.

The current picture of the African population and its projections into the future, reflect the demographic force of a continent that has suffered too long from external raids. Africa, in 2010, had a population of about one billion hundred million or just over 16% of world population estimated at more than six and a half billion. Compared to that of the entire planet and to other continents, the population density (28 inhabitants per square kilometer) is low, as that of all the world is estimated at 40. The African continent is clearly underpopulated, although its population of about eight hundred and twenty million in 2000 increased to one billion one hundred million in 2009 and 1.2 billion in 2010.

If one measures the bleeding men that trafficking has occasioned to Africa during the two centuries preceding the year 1750, one can understand that the center of gravity of the world politics has shifted towards large demographic masses of Europe and Asia. Under these conditions, whatever the difficulties currently confronting African States to support their population, one must hope that the continent's share of world population evolves in a manner to achieve optimum eco-system necessary for its recovery.

For this, a wise occupation of these vast expanses which represent nearly two-thirds of the total area of the African continent, through genuine internal colonization induced economic opportunities, should allow an appropriate redistribution of the African population. Some African States with significant natural resources could accommodate a population ten times the population which is currently living there. (Gabon, Congo, Equatorial Guinea etc.). In this context, the evolution of African demography, far from scaring politicians of the continent, should instead encourage the path of seeking bold solutions because they are unitary for better development of the African geographical space accompanying with an appropriate development process.

Population growth of contemporary Africa, estimated at 3% per year, worries those who fear that the deterioration of the food production facing an accelerated settlement of the continent could lead to catastrophic famines. They are not entirely wrong. Especially as the specter of mass migrations materialize day by day. The industrialized countries of European descent face serious problems of declining birth rates, while countries in Asia with the notable exception of China and African and Latin America, sometimes experiencing exponential population growth that results will match a considerable movement of population centers of gravity in the world.

Such movement of human masses cannot be neutral as to the weight of decision centers, on the influence of the various nations in world politics. The current African population, despite the problems facing the continent, can ultimately be a condition for strength to answer the following question. How to get to mobilize this huge labor force for economic development?

To do this, one should give to the Africans, the ability to move around on their continent. This requires a proactive policy design of internal migration and the overall population of Africa.

Despite the problems facing the continent, the current African population can ultimately be a strength provided that they answered the following question. How can we get to mobilize this huge labor force for economic development?

To achieve this goal, Africans must be given the possibility to move around on their continent. This requires a proactive approach of the internal migration policy and the overall population of Africa.

Africa should promote an internal policy on migration for better management of its own space and to relieve international migration flows. This proactive approach will perpetuate the ancient traditions of migration in Africa. On the continent, the peoples have always had the freedom to come and go quietly. This freedom is obviously a force that the creation of artificial state entities has a long tendency to diminish.

A consistent population growth can not go hand in hand with a reasonable right of establishment for all Africans at any





à condition de répondre à la question suivante. Comment arriver à mobiliser cette immense force de travail au service du développement économique ?

Pour ce faire, il faut laisser aux Africains, la possibilité de se mouvoir partout sur leur continent. Cela suppose une conception volontariste de la politique des migrations internes et du peuplement global de l'Afrique. L'Afrique devrait promouvoir une politique interne de migration pour un meilleur aménagement de son espace propre et pour soulager le flux de migrations internationales.

Ce volontarisme ne fera que perpétuer les traditions millénaires des migrations en Afrique. Sur le continent, les peuples ont toujours eu la liberté d'aller et de venir tranquillement.

Cette liberté est bien évidemment une force que la constitution d'entités étatiques artificielles n'a que trop tendance à amoindrir.

Une expansion démographique cohérente ne peut aller de pair qu'avec un droit raisonnable d'établissement pour tous les Africains en quelque point que ce soit du continent. L'inconcevable spectacle d'Africains chassés de pays africains n'est pas seulement un scandale, mais il révèle une ignorance profonde des valeurs traditionnelles du continent. Cela doit être combattu car les migrations internes sont nécessaires ; elles sont de nature à limiter les migrations transcontinentales (on ne les supprimera jamais tout à fait) qui posent tant de problèmes dans le monde actuel.

### Les ressources minérales

Les conditions physiques de l'Afrique semblent à première vue déroutantes. Des géographes parmi les plus éminents, des sociologues réputés comme Georges BALANDIER et l'ethnologue de renom, Claude Levi-Strauss ont pu parler de « Tristes Tropiques ».

S'il est incontestable que la source première de la richesse d'un pays est sa population, les potentialités économiques dont la nature a doté l'Afrique, autorisent à penser qu'elle est le continent de l'autosuffisance virtuelle. Rien ne manque à l'Afrique. Ni les hommes, ni la terre, (plus de 500 millions d'hectares de superficies cultivables sont disponibles), ni les réserves contenues dans ses entrailles : chrome, tantale, platine, or, manganèse, uranium, cuivre, antimoine, thorium, diamant, lithium, bauxite, nickel, cobalt, tungstène, molybdène, zirconium, niobium, plomb, coltan, pétrole, gaz etc. (et on en découvre tous les jours).

A ces richesses fabuleuses que nul ne conteste aujourd'hui, il faut ajouter des ressources colossales en eau (en dépit de la sécheresse et de zones arides), en nouvelles sources d'énergie comme la biomasse, la géothermie, l'énergie solaire et éolienne.

A la lumière de cet inventaire, le concept d'un développement endogène du continent est non seulement possible mais soulève la question fondamentale de l'avenir de ses sources d'énergie et la priorité à accorder aux besoins domestiques et industriels de l'Afrique. Il en va de même des matières premières minérales.

La part africaine dans les réserves mondiales de matières premières minérales indispensables au développement des industries modernes est immense. Les pays du Continent, généralement classés parmi les plus pauvres, possèdent paradoxalement dans leur sous-sol, des richesses étonnantes.

C'est pourquoi il n'est exagéré de penser que l'ordre mondial de l'avenir ne pourra se faire sans elle.

### 3- L'ordre mondial actuel et la place de l'Afrique

Il y a trois mille ans, le centre de gravité de l'histoire du monde occidental était l'Afrique. La Grande civilisation égyptienne brillait de mille feux. L'Inde et la Chine vivaient sur elles-mêmes dans un univers clos où le destin de leurs peuples se jouait dans les grandes luttes pour le contrôle du subcontinent indien et du monde chinois.

Au cours du dernier millénaire avant le début de l'ère chrétienne, par suite des assauts répétés des peuples venus d'Asie, l'Afrique perdit sa suprématie au profit d'une civilisation gréco-romaine issue d'une certaine manière du continent primordial, grâce à la formation acquise par les Grecs auprès



S.E.M. Talla Fall, Ambassadeur du Sénégal (Modérateur) / H.E. Talla Fall, Ambassador of Senegal (Moderator).

*point whatsoever of the continent. The incredible spectacle of Africans being driven out from African countries is not only a scandal, but it reveals a profound ignorance of the traditional values of the continent. It must be fought because internal migrations are necessary; they are likely to limit the transcontinental migrations (you never remove them altogether) that pose so many problems in the world today.*

### Mineral resources

*The physical conditions of Africa seem confusing at first sight. Geographers among the most prominent, known sociologists as Georges BALANDIER could speak of «Tristes Tropiques».*

*If it is unquestionable that the primary source of wealth of a country is its people, the economic potentials which the nature has provided Africa with, suggest that it is the continent of virtual self-sufficiency. Nothing is lacking in Africa. Neither the men nor the earth (more than 500 million hectares of arable land are available), nor the reservations in her bowel: chromium, tantalum, platinum, gold, manganese, uranium, copper, antimony, thorium, diamond, lithium, bauxite, nickel, cobalt, tungsten, molybdenum, zirconium, niobium, lead, coltan, coltan oil, gas etc. (And are being discovered every day).*

*To these fabulous wealth that no one contests today, we should add significant water resources (despite drought and arid zones), new energy sources such as biomass, geothermal, solar and wind turbine.*

*In the light of this inventory, the concept of endogenous development of the continent is not only possible but raises the fundamental question of the future of its energy sources*



Le Ministre Robert Dussey, Président du Club Diplomatique de Lomé lors de son intervention / Minister Robert Dussey, President of Diplomatic Club Lome during his speech

→ des prêtres d'Osiris, dans les temples de l'Égypte ancienne. Les historiens grecs et latins, Hérodote, Strabon en ont toujours convenu. Mais la bataille pour la domination du monde occidental se poursuivit pendant des siècles entre l'Afrique et les peuples euro-asiatiques. C'est au cours des trois guerres puniques qui virent s'affronter, entre 264 et 146 avant J.-C., les troupes romaines et carthaginoises sous les ordres des grands généraux carthaginois tels le fameux Hannibal dont l'épopée est présente à nos esprits que la supériorité africaine en Méditerranée fut liquidée au profit de Rome.

Sur les cent soixante millions de kilomètres carrés que représentent les terres émergées, les trois cinquièmes reviennent aux Européens.

Encore faut-il ajouter que les puissances européennes, jadis conquérantes, gardent la prédominance dans les deux autres cinquièmes en y contrôlant, par un système de relations complexes, le destin des autres peuples.

C'est dans cette réalité politique mondiale que s'inscrit la place de l'Afrique et des Africains à l'heure actuelle.

Une analyse globale des rapports de force à l'échelle planétaire démontre que de tous les peuples qui occupent la terre, le peuple européen, toutes idéologies confondues, est, de très loin, celui qui détient les forces militaires les plus colossales. Les États-Unis d'Amérique, l'Europe, regroupées dans l'Alliance atlantique et la Russie, possèdent ensemble, une capacité offensive et de défense incommensurable. Ce qui ne veut pas dire que tous regardent forcément dans la même direction.

A l'exception de quelques pays de l'ancien Tiers-monde, je dirai, Chine, Inde, Pakistan, Brésil qui se lancent dans la recherche et la fabrication des armements, les dépenses de l'Afrique sont constituées par des achats d'armement aux États-Unis, à la Russie, à la France, à l'Italie, au Royaume-Uni principalement. Ce sont les grandes puissances d'origine européenne qui contrôlent l'ensemble de la politique mondiale de l'armement. En relançant le programme français d'armement nucléaire amorcé par Guy Mollet, le général de Gaulle disait en 1958: « Donnez-moi la bombe pour me permettre de m'asseoir à la table des Grands. »

L'arme atomique est l'arme de la puissance. Ses effets sont tels qu'ils semblent anéantir toute possibilité d'utilisation. Cette arme consacre, sûrement pour un temps assez long, la suprématie des puissances qui la possèdent et qui, fortes de cet atout, peuvent continuer à conduire le destin du monde. Ces puissances disposent en outre d'armes chimiques et bactériologiques, de gaz toxiques et commencent à se lancer dans la production d'armes à rayonnement, telles que la bombe à neutrons, à rayons gamma, à laser, pouvant leur permettre, dans des conditions spéciales, de démontrer leur force. La puissance militaire ne se réduit pas aux stocks de bombes et aux vecteurs qui peuvent les transporter. Les nations européennes, grâce à une révolution dans le domaine des communications, ont pris sur les autres peuples, une avance difficile à rattraper. Américains, Russes et pays de l'Union européenne en construction ont enserré la planète dans un système complexe de communications, en ayant recours aux moyens les plus modernes, dont les satellites de communication et les drones. Cette toile d'araignée, tissée tout autour du monde permet aux nations « avancées » de maintenir leur suprématie. Les révélations incroyables de "wikileaks" sont à cet égard probantes et effrayantes.

Dans ce monde nouveau en métamorphose, toute transformation radicale, toute inspiration au leadership implique une économie forte, une armée redoutable, une diplomatie entreprenante. La puissance politique découle de la force économique et de la grandeur militaire, deux facteurs qui font défaut à l'Afrique contemporaine qui apparaît comme un exutoire d'autrui, un exutoire pour les grandes puissances.

La place de l'Afrique et le rôle des Africains dans le monde actuel sont déterminés par leurs rapports avec les puissances extérieures. Ceux-là sont marqués du sceau de la dépendance : dépendance économique et financière, dépendance culturelle, scientifique et technique, dépendance militaire qui font de l'Afrique, un continent sans impact décisif dans le monde, comme nous l'avons déjà démontré. Américains,

and the priority to domestic and commercial needs of Africa. It is the same for mineral raw materials.

*Africa's share in global reserves of mineral raw materials essential to the development of modern industries is great. The countries of the continent, generally classified among the poorest, paradoxically have in their basement, the fabulous riches.*

*This is why it is an exaggeration to think that the world order of the future can not be done without it.*

### 3- The current world order and the place of Africa

*There are three thousand years ago, the center of gravity of the history of the Western world was Africa. The Great Egyptian civilization shone a thousand lights. India and China lived on themselves in a closed world where the fate of their people was played in great struggles for the control of the Indian subcontinent and the Chinese world.*

*During the last millennium before the beginning of the Christian era, because of the repeated assaults of peoples from Asia, Africa lost its supremacy to a Greco-Roman civilization after somehow primordial continent, thanks to the training acquired by the Greeks with the priests of Osiris, in the temples of ancient Egypt. The Greek and Latin historians, Herodotus, Strabo have always agreed.*

*But the battle for the domination of the Western world went on for centuries between Africa and Euro-Asian peoples. It was during the three Punic Wars that saw clash between 264 and 146 BC, the Roman and Carthaginian troops under the orders of the great generals Carthaginians as the famous Hannibal whose epic is present in our minds that the African superiority in the Mediterranean was liquidated in favor of Rome.*

*Of the one hundred and sixty million square kilometers that represent the land surface, three-fifths return to Europeans. It is also necessary to add that the European powers, formerly conquerors, keep the predominance in the other two-fifths by controlling it with a system of complex relationships, the fate of other peoples.*

*It is in this global political reality that registers the place of Africa and Africans at present.*

*An overall analysis of power relations globally demonstrates that all people who occupy the land, the European people, of all ideologies is, by far, the one that holds the most colossal military forces.*

*The United States of America, Europe, grouped in the Atlantic Alliance and Russia, have together an immeasurable offensive and defense ability. This does not necessarily mean that all look in the same direction.*

*With the exception of few countries of the former Third World, I will say, China, India, Pakistan, Brazil that engage in the research and manufacture of armaments, Africa spending consist of purchases of weapons mainly in the United States, Russia, France, Italy, the UK. These are great powers of European origin that control the entire global arms policy. While relaunching the French nuclear weapons program initiated by Guy Mollet, General de Gaulle said: «Give me the bomb allowing me to sit at the table of Greats.»*

*The atomic bomb is the weapon of power. Its effects are such that they seem to destroy any possibility of use. This weapon dedicated, probably for quite a long time, the supremacy of the powers to those that have it and which, strong of this asset may continue to lead the destiny of the world. These powers also have chemical and biological weapons, toxic gases and begin to engage in the production of weapons to radiation, such as bomb, with neutron, gamma ray, laser, to enable them, in special circumstances, to demonstrate their strength. Military power cannot be reduced to bombs stocks and vectors that can carry them. European nations, thanks to a revolution in the field of communications, took over other peoples, advance difficult to catch up. Americans, Russians and countries of the European Union under construction has enfolded the planet in a complex communications system, using the most modern means, including communications satellites and drones. This spider web, woven around the world allows «advanced» nations to maintain their supremacy. The incredible revelations of 'wikileaks' in this regard are convincing and frightening.*

# AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



**OUI À LA HAUTE CUISINE**  
DES MENUS PAR DES CHEFS ÉTOILÉS

→ Russes, Français, Britanniques, entretiennent chacun sur le continent, sa clientèle d'États qui épousent leurs rivalités planétaires. Rares sont les États africains à avoir su se doter d'une politique étrangère autonome, intégrés qu'ils sont à l'espace économique et à la sphère d'influence des grandes puissances.

On chercherait en vain en Afrique, une philosophie des relations internationales qui soit le reflet de la volonté de marquer la présence du continent dans le monde. Aucun des États africains, pour la plupart, entités économiquement faibles, ne constitue une puissance économique, même pas l'Afrique du Sud.

Au plan militaire, l'absence d'une politique stratégique africaine autonome indique les limites de l'indépendance de l'Afrique. La véritable indépendance des États et des nations se fonde également sur

la puissance militaire, dont la dissuasion nucléaire apparaît comme un élément essentiel. Les armées africaines ne sauraient faire figure de forces armées redoutables même si elles sont désormais sollicitées pour les opérations de maintien de la paix (Onuci, Minusma, Minusca, Onusom etc). Il n'est que d'observer les activités interventionnistes des puissances, grandes et moyennes, partout dans

le monde, pour se convaincre que, même en ces temps de paix relative, elles continuent par la force des armes à protéger l'espace économique qu'elles se sont réservé. L'actualité en Lybie nous rappelle ces notions de base, si d'aventure nous les avons oubliées.

Ainsi, la politique étrangère des États africains est marquée elle aussi du sceau de la précarité parce que les assises économiques sont fragiles et que la puissance militaire est insignifiante. Il en résulte que très souvent les Africains eux-mêmes en appellent à l'aide, les Puissances étrangères (Cas du Mali, de la Centrafrique).

Grâce aux cinquante-quatre États représentant presque un peu moins du tiers des États membres de l'ONU, l'Afrique pourrait-elle peser sur les grandes décisions arrêtées au sein du système des Nations Unies ? Le croire est une vue peu réaliste du mécanisme, des structures et du fonctionnement de l'ONU. En effet, si l'Assemblée générale en est l'organe principal, son véritable centre de décision demeure le Conseil de Sécurité où les "cinq Grands", avec le droit de veto, peuvent définir comme ils l'entendent, la politique mondiale.

Nombreux sont les pays, y compris africains, qui expriment le légitime désir de prendre part à la direction des affaires du monde mais des États qui, à force de persévérance, de rudes efforts et d'énormes sacrifices en biens et en hommes, se sont mués en puissances décisives et déterminantes au cours des siècles, sont-ils prêts à partager les commandes de la politique mondiale avec des peuples sur les décombres desquels, ils ont en partie érigé leur puissance ?

Si nous observons les tiraillements multiples que suscite la question du droit de veto au Conseil de Sécurité des Nations-Unies. Il est logique de penser que l'Afrique mérite un siège permanent avec droit de veto au conseil de sécurité mais il faudra aller le chercher.

Devenus indépendants, les États africains se sont retrouvés sur une scène diplomatique mondiale dont les règles du jeu, fixées voilà près de soixante-dix ans par les vainqueurs des puissances de l'Axe, leur échappent totalement. Et, il est à craindre, à moins qu'ils ne s'organisent pour constituer une puissance avec laquelle le monde devra compter, qu'ils ne voient jamais se transformer l'ordre mondial actuel en leur faveur. L'ordre mondial actuel est fondé sur la puissance des États, une puissance économique et une puissance militaire assises sur la maîtrise de ce que les experts en géopolitique et en stratégie appellent le "détérent ultime", c'est-à-dire le nucléaire.

Si l'Afrique d'aujourd'hui, déchirée et tiraillée entre des influences multiples, est si peu présente sur la scène politique mondiale, elle peut, en s'organisant, devenir une puissance avec laquelle on devra compter. Sa position géopolitique et géostratégique lui permet d'envisager cette perspective. Les leçons et les constantes de l'histoire universelle auto-

*In this new world in transformation, any radical transformation, all inspiration to leadership implies a strong economy, a formidable army, an enterprising diplomacy. The political power results of economic strength and military greatness, two factors which are lacking in contemporary Africa and appears to be other's out-flow point, an out-flow point for the great powers. The place of Africa and the role of Africans in the world today are determined by their relations with external powers. These are marked with the seal of dependence: dependence economic and financial, cultural dependence, scientific and technical, military dependence which make Africa, a continent without decisive impact in the world, as we have already demonstrated it. Americans, Russians, French, British, maintain everyone on the continent, its clientele of States who marry their global rivalry. Few African States have managed to develop an independent foreign policy, integrated that they are in the economic sphere and at the sphere of influence of the major powers.*

*One would search in vain in Africa, a philosophy of international relations that reflects the will to mark the presence of the continent in the world. None of the African States, for the most economically weak entities, constitutes an economic power, not even South Africa.*

*In the military field, the absence of an autonomous African Strategic Policy indicates the limits of the independence of Africa. The true independence of States and nations is also based on military power, whose nuclear deterrence seems essential. African armies cannot appear to be formidable armed forces. It is only to observe the activities of the interventionist powers, large and medium throughout the world, to be convinced that even in times of relative peace, they continue by the power of arms to protect the economic space they have reserved. News in Libya reminds us these basics, if by chance we had forgotten them. Thus, the foreign policy of the African States is also marked with the seal of insecurity because the economic fundamentals are weak and that the military power is insignificant. It follows that very often the Africans themselves are calling for help from foreign powers (Case of Mali).*

*With almost fifty-four States representing just under one third of the UN member states, could Africa influence the major decisions taken within the United Nations system? Believing it is an unrealistic view of the structure and functioning mechanism of the UN. While, if the General Assembly is the principal organ, its real center of decision remains the UN Security Council where the 'Big Five', with the right of veto can set as they see it, world politics.*

*Africans, Asians and Latin Americans express the legitimate desire to take part in the conduct of world affairs where is decided the fate of their people, but States that, through perseverance, unstinting efforts and enormous sacrifices in goods and in men have turned into crucial and decisive powers over the centuries, are they ready to share the control of the world politics with peoples on whose rubble they partially built their power?*

*If we observe the many tensions that the question of the veto in the UN Security Council raises. Yes, it is logical to think that Africa deserves a permanent seat with veto power in the Security Council but it will have to go and get it.*

*While independent, African states found themselves on a global diplomatic stage with the rules, beyond their control, set here almost seventy years by the victors of the Axis powers. And, it is feared, unless they do organize to form a power with which the world will have to rely on, they do never witness any transformation of the current world order in their favor. The current world order is based on the power of States, economic power and military power sitting on controlling what the experts in geopolitics and strategy called the 'ultimate deterrence', that is to say, the nuclear.*

*If Africa today, ripped and torn between multiple influences, is less present on the world political stage, it may, by organizing itself, become a power with which the others will rely. Its geopolitical and geostrategic position allows it to consider this perspective. The lessons and the constant of universal history*



risent cela. Plusieurs Puissances sont puissances parce que adossées à l'Afrique. Que seraient à ce jour le Royaume-Uni, la France, privés de ces liens qu'ils ont tissés avec les pays d'Asie et d'Afrique ? Des nations puissantes, certes, mais au rayonnement international réduit. Que serait l'Europe sans les pays d'Afrique et des Caraïbes et du Pacifique qu'elle a si finement scellés à son économie ? Un continent fort certes, mais menacé à terme dans son influence. « Nous autres, Européens, sommes condamnés à déchoir sans l'Afrique », se plaisent à dire en privé voire en public, maints dirigeants européens et Edgard Pisani, alors commissaire au Développement, affirmait dans une interview accordée à l'hebdomadaire Jeune Afrique : « L'Europe n'existe que par ses relations avec le tiers-monde. » Richard Nixon, vice-président des États-Unis, sous le général Eisenhower, rentrant d'une tournée d'études faite en Afrique dès 1960, concluait que l'Afrique était d'une importance capitale pour le monde libre. Animant, alors qu'il était Secrétaire d'État, un groupe d'élaboration de la politique africaine des États-Unis, Henry Kissinger estimait que l'Afrique était un des continents de l'avenir. Les Soviétiques en leur temps, s'intéressaient tellement à l'Afrique qu'ils ont longtemps cherché à s'implanter durablement en soutenant leurs partisans africains à la tête de nombreux pays sur le continent. Il en était de même pour la Chine, qui aujourd'hui, prend une certaine revanche sur l'Histoire, dans cette partie du globe. Le Japon, depuis assez longtemps déjà, avec ténacité et lucidité, a fait en Afrique une percée commerciale tout à fait remarquable. Des pays comme le Brésil et l'Inde se hâtent de rattraper leur retard.

Le monde a pris maintenant conscience de l'importance cardinale du Continent africain et la vocation africaine de l'Europe est évidente pour des raisons économiques, stratégiques et politiques. Elle voit dans le continent africain, une zone privilégiée de coopération multiforme pour s'assurer des matières premières indispensables à son industrie. Gérard Chaliand l'écrivait il y a plusieurs années déjà dans l'ENJEU AFRICAIN.

4- Que serait l'Europe sans l'Afrique ?

Le général Karl Haushofer, le maître allemand de la géopolitique de l'entre-deux-guerres, voyait dans l'Eurafrrique la base territoriale du REICH. Il n'hésitait pas à préconiser que son pays, à la tête de l'Eurafrrique, devait développer une puissante force navale pour protéger le continent noir de la convoitise des autres nations rivales.

L'enjeu africain (Gérard Chaliand), est tout aussi important pour les nouveaux ténors de l'ordre international. Elles font non seulement d'importants investissements économiques sur le continent, la Chine en tête, mais aussi des « investissements politiques » pour consolider les conditions propices pour leurs projets futurs. C'est bien la Chine qui a construit le nouveau et monumental siège de l'Union africaine à Addis-Abéba.

Tout un symbole !

4- Que doit faire l'Afrique face à un monde où prévaut la volonté de puissance ?

Pourvue de ressources naturelles considérables et d'une population de plus en plus forte et mieux éduquée, adossée à des valeurs capables de féconder une nouvelle civilisation plus humaine et plus solidaire, l'Afrique doit néanmoins affronter de multiples difficultés qui en font un simple objet plus qu'un acteur dans l'ordre international et la géopolitique mondiale. Le continent primordial est encore pauvre, potentiellement riche certes, mais singulièrement pauvre. Parce que ses richesses ne sont ni uniformément réparties ni judicieusement exploitées ; des zones entières sont précarisées par la sécheresse, la désertification, la famine : la Somalie et une partie de la corne de l'Afrique en sont aujourd'hui la triste démonstration. Ce Continent, où de plus en plus de pays connaissent une croissance substantielle à 2 chiffres ; on cite l'Éthiopie, la RDC, la République du Congo, le Ghana, le Libéria, l'Ouganda, l'Angola, etc. (cf « lettre ouverte à l'Afrique cinquantenaire ») compte toujours en son sein, de nombreuses contrées

qui évoluent sous le seuil de la pauvreté, loin des Objectifs du Millénaire pour le Développement de 2000 adoptés par 189



Photo de famille à l'issue de la conférence / Family photo at the end of the conference

*allow it this. Several Powers are powers because leaned against Africa. What would be to date the United Kingdom, France, deprived of these links they have forged with the countries of Asia and Africa? Powerful nations, certainly, but with reduced international influence. What would Europe be without the countries of Africa and the Caribbean and the Pacific which she has so finely sealed to its economy? A continent certainly strong, but threatened to term in its influence. «We, Europeans, are doomed to decay without Africa», like to say in private or in public, many European leaders and Edgard Pisani, then Commissioner for Development, said in an interview with Jeune Afrique: «Europe only exists in its relations with the third world». Richard Nixon, US vice president under General Eisenhower, returning from a study tour made in Africa in 1960, concluded that Africa was of vital importance for the free world. Conducting, when he was Secretary of State, a group of developing Africa policy of the United States, Henry Kissinger thought that Africa was a continent of the future. The Soviets in their time, were so interested in Africa that they have long sought to establish themselves durably by supporting their African allies at the head of many countries on the continent. It was the same for China, which today, takes some revenge on history in this part of the globe. Japan, long enough now, with tenacity and lucidity, made a quite remarkable commercial breakthrough in Africa. Countries such as Brazil and India are rushing to catch up.*

*The world has now realized the cardinal importance of the African continent and the African vocation of Europe is obvious for economic, strategic and political reasons. It sees in the African continent, a privileged area of multifaceted cooperation to ensure the raw materials essential to its industry. Gérard Chaliand wrote it there several years in AFRICAN CHALLENGE.*

4- What would Europe be without Africa?

*General Karl Haushofer, the German master of geopolitics interwar period, saw in Eurafrika the territorial basis of the REICH. He did not hesitate to recommend that his country, the head of the Euro-Africa, should develop a powerful naval force to protect the continent from the lust of other rival nations.*

*The African challenge (Gérard Chaliand), is equally important for new tenors of international order. Not only are they important economic investment on the continent, led by China, but also «political investment» to consolidate adequate conditions for their future projects. It is China which built the new and monumental headquarters of the African Union in Addis Ababa.*

A symbol!

4- What should Africa do face to a world where prevails the will to power?

*Equipped with considerable natural resources and a population increasingly stronger and better educated, backed by*

→ États. Les facteurs de production y sont toujours faibles sinon aléatoires : l'Agriculture n'a pas encore connu cette révolution que l'on attendait d'elle depuis des décennies. Les outils de production sont toujours rudimentaires et les voies d'accès (pistes rurales) précaires. Les rendements à l'hectare sont toujours faibles et ne supportent pas la comparaison avec les pays d'Asie ou d'Amérique latine, raison pour laquelle de partout, on se rue sur ses terres, pour un agro-business où elle ne trouve pas et ne retrouvera pas son compte. L'industrialisation n'a pas non plus tenu toutes ses promesses malgré de remarquables percées dans certains secteurs.

Les infrastructures, quoiqu'en net progrès, laissent encore à désirer et les liaisons interafricaines comportent toujours des chaînons manquants. Dans l'ensemble, au plan économique, l'Afrique vit toujours dans la dépendance. Si le Continent est celui qui a été en partie épargné par la crise de 2008-2011, si son taux de croissance calculé par les Nations Unies sera de plus de 5,2% cette année, bien au-dessus du taux européen par exemple. L'Afrique n'a toujours pas franchi le Rubicon, ni assuré le saut qualitatif qui la projeterait dans la modernité. Dans une formule qui a désormais fait le tour du monde, je déclarais, dès 1979 au fameux Colloque de Monrovia (Libéria) que l'Afrique est le Continent qui «réalise le paradoxe de produire ce qu'elle ne consomme pas et de consommer ce qu'elle ne produit pas». Je dénonçais déjà cette forme achevée d'extraversion qui me semblait nuisible. La réalité d'aujourd'hui n'est pas très différente. J'aurais tant aimé que l'avenir ait démenti mes écrits.

Consciente du phénomène, l'Afrique a cherché dans la coopération continentale un moyen de transcender ses difficultés. Elle a cherché à organiser son espace tant au plan politique qu'au plan économique.

L'idéal du panafricanisme va servir de soubassement à cet effort, un concept qui sera magnifié sinon exalté par Kwame NKRUMAH, le premier Président du Ghana. Combattu par certains, adulé par d'autres, le Ghanaéen laissera des traces profondes dans la conscience collective des peuples d'Afrique. La réalisation pratique de cet idéal sera bien en deçà de ses attentes tant au plan politique qu'économique :

au plan politique, elle se traduira par l'établissement de l'Organisation de l'Unité Africaine (Addis Abéba 1963) transformée quarante ans plus tard en Union Africaine (Durban 2002). L'une et l'autre Union ne sont pas des fédérations d'Etats ni l'amorce d'un Etat unitaire africain mais un rassemblement bien lâche où la souveraineté des Etats membres semble toujours avoir le dernier mot.

Si l'OUA a été remarquable d'efficacité dans le processus de libération des colonies et de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, si l'UA, à ses débuts, suscita bien des espoirs avant d'étaler aux yeux du monde ses insuffisances (Printemps arabe, Crise ivoirienne, et surtout Crise libyenne) etc, ces deux organisations n'ont jamais réussi à réaliser le rêve panafricain de Nkrumah : fédérer les pays d'Afrique. Elles ne seront et ne sont en définitive, que des acteurs secondaires dans l'ordre international au grand dam des peuples d'Afrique.

Le danger du terrorisme et de l'intransigeance religieuse paraît être la principale menace qui défie la paix et la stabilité sur le Continent.

La prolifération des armes de guerre de première importance comme les missiles (on est loin des armes de petit calibre qui préoccupaient tant les Nations Unies), notamment après le conflit libyen, le non contrôle effectif d'immenses parties de pays entiers, l'avènement d'Etats de non droit, et de non-Etats tout court (Somalie, Lybie) sont autant d'éléments qui favorisent le défi du terrorisme. A cela s'ajoute l'impact de la démocratisation de sociétés, longtemps exposées aux outrances avérées du «despotisme obscur» et d'une démocratisation poussive.

Aujourd'hui la volonté d'acclimatation d'un système électoral consensuel transparent et inattaquable met souvent à rude épreuve la stabilité des Etats africains. Chaque élection demeure une équation et bien souvent tout le monde se déclare vainqueur.

L'alternance régulée et consensuelle posant souvent problème, il n'est guère surprenant d'assister à des contes-

*capable values to nurture a new civilization more human and interdependent, nevertheless Africa must face many difficulties that make of it a simple object more than an actor in the international order and global geopolitics. The primordial continent is still poor, potentially rich indeed, but singularly poor. Because its riches are not evenly distributed nor judiciously exploited; whole areas are precarious by drought, desertification, famine : Somalia and parts of the Horn of Africa are today a sad demonstration. This continent, where more and more countries are experiencing substantial growth to 2 digits; people cite Ethiopia, DRC, Republic of Congo, Ghana, Liberia, Uganda, Angola, etc. (See «open letter to the fiftieth Africa») always has within it, many countries evolving under the poverty line, far away from the 2000 Millennium Development Goals adopted by 189 States. Factors of production are still low if not hazardous: Agriculture has not yet experienced the revolution that was expected for decades. Production tools are still rudimentary and access roads (rural roads) precarious. Yields per hectare are still weak and do not bear comparison with the countries of Asia and Latin America, reason why everywhere, there is a rush on its land, for agribusiness where it does not and will not find its account.*

*Industrialization has not also kept its promises in spite of remarkable breakthroughs in some areas.*

*Infrastructure, though clearly in progress, remain weak and African inter-connections always have missing links. Overall, on economic ground, Africa still lives in addiction. If the continent is that which was partially spared from the 2008-2011 crisis, if its growth rate calculated by the United Nations will be more than 5.2% this year, far above the European rate for example. Africa still has not crossed the Rubicon nor assured the qualitative leap that would project it into modernity. In a formula that has now been around the world, I declared, in 1979 at the famous Colloquium of Monrovia (Liberia) that Africa is the continent which «carries the paradox of producing what it does not consume and consume what it does not produce». I already denounced this completed form of extroversion that seemed harmful. Today's reality is not that very different. I wish the future had denied my writings.*

*Aware of the problem, Africa has sought in continental cooperation a way to transcend its difficulties. She sought to organize its space both politically and economically.*

*The ideal of panafricanism will serve as a base to this effort, a concept that will be magnified otherwise exalted by Kwame Nkrumah, the first President of Ghana. Opposed by some, revered by others, the Ghanaian will leave deep scars in the collective consciousness of the peoples of Africa. The practical realization of this ideal will be far below expectations both politically and economically:*

*politically, it will result in the establishment of the Organization of African Unity (Addis Ababa, 1963) forty years later transformed into the African Union (Durban 2002). One and the other Union are not federations of states nor the beginnings of an African unitary state but a very loose gathering where the sovereignty of member states still appear to have the last word.*

*If the OAU were remarkable of efficiency in the process of liberation of the colonies and the end of apartheid in South Africa, if the AU, in its beginnings, aroused lot of hopes before showing in the eyes of the world its shortcomings (Arab Spring, Ivorian crisis, especially Libyan crisis) etc., these two organizations have never managed to achieve Nkrumah's Pan-African dream: unite African countries. They will not and are ultimately only secondary actors in the international order to the detriment of the peoples of Africa.*

*The danger of terrorism and religious intransigence seems to be the main threat that challenges peace and stability on the Continent.*

*The proliferation of weapons of war of prime importance like missiles (it is far from small arms that so concern the United Nations), especially after the Libyan conflict, the non effective control of huge portions of whole countries, the advent of States without law, and any non-short states (Somalia, Libya) are elements that favor the challenge of terrorism. Add to this*



tations parfois sanglantes que des artifices juridiques oiseux et creux n'arrivent pas à contenir. Et pourtant, l'Afrique aura fait au cours de ces dernières décennies (1980-2000), des bonds en avant remarquables dans la voie de l'émancipation politique réelle de «peuples nés libres mais partout dans les fers» (Rousseau). au plan économique, la volonté des Africains de marquer leur temps, de jouer un rôle plus significatif sur l'échiquier international se traduira par l'émergence de nombreux institutions et instruments de coopération économique, toujours en quête de l'efficacité, de recherche de la masse critique face à des économies beaucoup plus structurées et plus fortes. Si l'idée est excellente, la réalisation va s'est avérée difficile.

La multiplicité des ensembles régionaux et sous-régionaux comme les structures de coopération sectorielle ne garantit ni performance, ni durabilité. Un effort a été fait pour réduire le nombre de ces Institutions mais le mal perdure. Les grandes communautés régionales, CEDEAO en Afrique de l'Ouest, SADC en Afrique australe, COMESA en Afrique orientale, CEAC en Afrique centrale, n'ont pas réussi à constituer des blocs homogènes dotés de structures vertébrés et solides. Au nom du principe de subsidiarité, elles disputent à l'Organisation continentale la résolution des conflits surgissant sur leurs aires respectives. Elles y réussissent parfois. (CEDEAO, conflit libérien, Sierra léonais) ; SADC, plus récemment avec la signature de la feuille de route pour Madagascar.

Mais au plan strictement économique, les succès sont plus mitigés. Si les administrations déploient des efforts remarquables pour coordonner, organiser, assurer la convergence des politiques économiques, le résultat ultime est assez pauvre. Le droit d'établissement pose encore des problèmes, la libre circulation des personnes et des biens est aléatoire, parfois très aléatoire et les politiques monétaires sont toujours divergentes.

Ces ensembles qui ont une taille respectable et qui pourraient constituer de véritables pôles de croissance, CEDEAO, COMESA, SADC et EAC, bafouillent, titubent, trébuchent. Le grand espoir des panafricanistes paraît parfois en berne. Or il est évident, dans une économie mondialisée, face à des colosses économiques qui s'organisent en pôles de force et de puissance, que les Etats africains sont bien fragiles. Il est vrai que ces Etats jouent les puissances les unes contre les autres, conscients du caractère indispensable de certaines de leurs matières premières.

L'intérêt profond de ces pays est en réalité de constituer par eux-mêmes et entre eux-mêmes, les puissances économiques de demain. Pour cela, il leur faut vaincre l'obstacle que connaît aujourd'hui l'Union européenne : franchir le Rubicon, trancher le nœud gordien, faire abandon d'une partie substantielle de souveraineté nationale à une entité supranationale de type fédéral.

Pour les vieilles Nations européennes, pétries d'histoire et d'ans, l'exercice paraît malaisé. Il n'en est pas de même pour ceux qui vivaient ensemble avant que le colonisateur ne les érige en Etats et qui s'accrochent à ces souverainetés récentes comme le fruit à l'arbre, en attendant que souffle l'aquilon et qu'ils tombent de toute la hauteur de leur suffisance actuelle.

Les communautés économiques africaines, en même temps qu'elles luttent pour atteindre les objectifs économiques, doivent avoir aussi comme impératif, l'unification territoriale et politique de l'Afrique, seule chance pour le continent de se transformer en grande puissance moderne.

La Renaissance de l'Afrique apparaît aujourd'hui orpheline de visionnaires et de promoteurs. Qui prendra en compte le dessein unitaire de l'Afrique ? Qui jouera le rôle de catalyseur ? Questions essentielles de la problématique africaine d'aujourd'hui dans la géopolitique mondiale. La jeunesse africaine, les peuples d'Afrique attendent avec impatience que l'on trace pour elle, la voie qui mène à l'unité, à la puissance et à la grandeur».

Je vous remercie pour votre aimable et patiente attention.

*the impact of the democratization of societies, long exposed to the proven excesses of «dark despotism» and a sluggish democratization.*

*Today the acclimatization will of a clear and unassailable consensual electoral system often puts a strain on the stability of African States. Each election remains a problem and often everyone declares himself the winner.*

*The regulated and consensual alternation often raises a problem, it is not surprising to sometimes witness bloody protests that idle and empty legal artifices fail to contain. Yet, Africa has made over the past decades (1980-2000), the remarkable leaps forward in the path of real political emancipation «people born free but everywhere in chains» (Rousseau).*

*At the economic level, the willingness of Africans to mark their time, to play a more significant role on the international stage will result in the emergence of many institutions and instruments of economic cooperation, always looking for efficiency, research of the critical mass in front of economies much more structured and stronger. If the idea is excellent, achievement goes proved much thorny.*

*The multiplicity of regional and sub-regional cooperation as sectoral cooperation structures does not guarantee performance or durability. An effort was made to reduce the number of these institutions but the damage remains. Large regional communities, ECOWAS in West Africa, SADC in Southern Africa, COMESA in East Africa, ECAC in Central Africa, have failed to form homogeneous blocks with vertebrate and solid structures. On behalf of the subsidiarity principle, they compete with the continental organization in resolving conflicts occurring in their respective areas. They sometimes succeed. (ECOWAS, conflict in Liberia, Sierra Leone); SADC, most recently with the signing of the roadmap for Madagascar.*

*But in purely economic terms, successes are more mixed. If administrations are making remarkable efforts to coordinate, organize, ensure economic policy convergence, the ultimate result is quite poor. The right of establishment is still problematic, the free movement of people and goods is chancy, sometimes very chancy and monetary policies are still divergent.*

*These organizations which have a respectable size and could constitute genuine growth poles, ECOWAS, COMESA, SADC and EAC, stammer, stagger, stumble. The great hope of panafricanists sometimes seems half-mast. Now it is evident, in a globalized economy, faced with economic giants, organized into centers of strength and power, that African states are fragile. It is true that these countries play the powers against one another, aware of the need of some of their raw materials.*

*The strong interest of these countries is actually to be for themselves and between themselves, the economic powers of tomorrow. For this, they must overcome the obstacle that is experiencing the European Union: cross the Rubicon, cut the Gordian knot, abandonment of a substantial part of national sovereignty to a supranational entity of a federal type.*

*For the old European Nations, steeped in history and years, the exercise seems difficult. It is not the same for those who lived together before the colonizer States erects into States and who cling to these recent sovereignties like fruit to the tree, until the north wind blows and that they fall from the height of their current reliance.*

*African economic communities, at the same time they struggle to achieve economic goals, should have also as imperative, territorial and political unification of Africa, the only chance for the continent to turn into great modern power.*

*The African Renaissance appears today orphan of visionaries and developers. Who will takes into account the unit design of Africa? Who will play the role of catalyst? Key questions of the African problem today in the worldwide geopolitics. The African youth, the peoples of Africa are eagerly awaiting that one track for her, the path to unity, power and greatness»*

Thank you for your kind and patient attention.

# Les relations d'amitié et de coopération entre le Maroc et le Togo se consolident : Visite officielle du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération & Mission économique du Togo au Royaume chérifien

*Friendly and Cooperation Relationships between Morocco and Togo are being Strengthened: Official visit of the Minister of Foreign Affairs and Cooperation & Economic Mission of Togo to the Kingdom of Morocco.*

par M. Christophe ADANOU, Directeur de la coopération internationale

*By Mr. Christophe ADANOU, Director of International Cooperation*

**D**u 16 au 19 juin 2015, Robert DUSSEY, Ministre des affaires étrangères et de la coopération, a effectué une visite officielle couplée d'une mission économique au Royaume du Maroc. Il était accompagné d'un important groupe d'hommes d'affaires constitué essentiellement de Chefs d'entreprises.

Au cours de sa visite, le Ministre a rencontré des responsables politiques ainsi que ceux du monde des affaires.

En ce qui concerne le volet politique, la délégation togolaise a eu des séances de travail avec les responsables des Ministères suivants :

Ministère des affaires étrangères et de la coopération,  
Ministère de l'Industrie, du Commerce, de l'Investissement et de l'Economie numérique, chargé du Commerce Extérieur,  
Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement,

Ministère de l'Equipement, du Transport et de la logistique et Agence Marocaine de Développement de la Logistique,  
Ministère de l'Habitat et de la politique de la ville.

Outre ces ministères, le Ministre des affaires étrangères et de la coopération, accompagné de sa délégation, a échangé avec le Président de la Chambre des représentants et l'Office national des hydrocarbures et des mines (ONHYM).

Au cours de l'entretien bilatérale au Ministère des affaires étrangères et de la coopération du Royaume du Maroc, le Ministre marocain, Salaheddine MEZOUAR a salué la convergence de vue qui existe aujourd'hui entre les deux pays et a souligné la nécessité d'un nouveau partenariat basé sur le développement économique et social à travers des échanges d'expérience et d'expertise. Il a aussi évoqué le projet de Sa Majesté Mohammed VI, du Maroc, de créer un espace commun d'échanges et de partage entre le Maroc et les pays d'Afrique de l'Ouest, dénommé « Espace Nord-Ouest Africain » auquel certains pays de la sous-région ont déjà adhéré.

En retour, Robert DUSSEY a rassuré son homologue marocain du soutien du Togo à la cause marocaine et sur les grandes questions internationales. Il a, en outre, fait valoir que la diplomatie togolaise est résolument aujourd'hui tournée vers l'économie. A ce propos, il a insisté sur le fait que le Togo, dans le sens de la coopération Sud-Sud, voudrait nouer un partenariat solide avec le Maroc à travers les hommes d'affaires.

Quant aux échanges avec le Président de la Chambre des Représentants, ils ont porté sur le renforcement des relations entre le Maroc et le Togo dans le cadre de la coopération Sud-Sud, la gouvernance locale au Maroc ainsi que

**F**rom 16 to 19 June 2015, Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Cooperation, conducted an official visit coupled with an economic mission to the Kingdom of Morocco. He was accompanied by an important group of businessmen consisting essentially of Chiefs Executives Officers.

During his visit, the Minister met with political leaders and those of the business world.

Regarding the political issues, the Togolese delegation had working sessions with officials of the following Ministries:

- Ministry of Foreign Affairs and Cooperation,
- Ministry of Industry, Trade, Investment and the Digital Economy, in charge of Foreign Trade,
- Ministry of Energy, Mines, Water and Environment,
- Ministry of Equipment, Transport and Logistics and Moroccan Agency of

- Logistics Development,
- Ministry of Housing and urban policy.

Apart from these departments, the Minister of Foreign Affairs and Cooperation, followed by his delegation had discussions with the President of the House of Representatives and the National Office of Hydrocarbons and Mining (ONHYM).

During the bilateral discussions at the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation of Morocco, the Moroccan Minister Salaheddine MEZOUAR welcomed the convergence of views that exists today between the two countries and emphasized the need for new partnership based on the economic and social development through the exchange of experience and expertise. He also discussed the project of His Majesty Mohammed VI, of Morocco, to create a common space for exchange and sharing between Morocco and Western African countries, called «African Northwest Space» which some countries in the sub-region have already joined.

In return, Robert DUSSEY reassured his Moroccan counterpart of Togo to support the Moroccan cause on major international issues. He further argued that the Togolese diplomacy is now resolutely turned towards the economy. In this regard, he emphasized the fact that Togo would establish a strong partnership with Morocco through the businessmen, in the context of South-South cooperation.

As for discussions with the President of the House of Representatives, they have focused on the strengthening





la question du Sahara. Sur ce dernier point, le Président de la Chambre a mis l'accent sur le Projet d'autonomie que propose le gouvernement marocain à la région du Sahara avec un gouvernement local dans le respect de l'intégrité territoriale du Maroc.

Durant toutes les rencontres avec les autres ministères, la partie marocaine s'est dite disposée à renforcer la coopération avec le Togo dans leurs domaines respectifs comme l'a recommandé sa Majesté le Roi du Maroc. C'est ainsi que plusieurs futurs accords sectoriels ont été annoncés dans le cadre de la réunion de la Grande commission mixte Togo-Maroc qui sera convoquée avant la fin de cette année 2015.

Par ailleurs, le Togo a, au cours de cette visite officielle, ouvert sa représentation diplomatique près le Royaume du Maroc à Rabat.

Quant au volet économique, il a consisté, en la présentation aux hommes d'affaires et opérateurs économiques marocains, de la vision du Président de la République, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, de faire du Togo un pays émergent à l'horizon 2030 à travers un vaste programme de développement et de réformes dans différents secteurs.

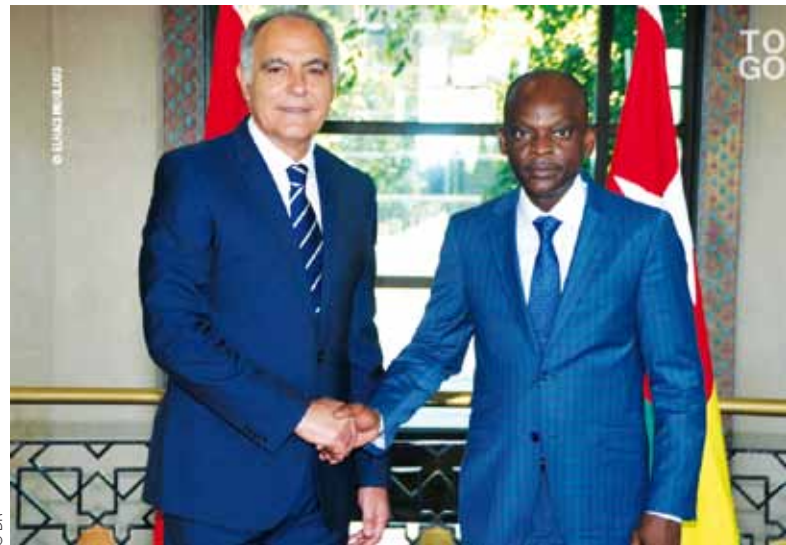
Les opportunités d'investissement et l'environnement des affaires en constante amélioration au Togo ont ainsi fait l'objet d'exposés lors de la Journée économique du Togo. Des rencontres avec des responsables des structures à caractère économique, notamment le groupe bancaire Attijariwafa Bank, la Banque Populaire du Maroc ; la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), le Groupe ADDOHA œuvrant dans les domaines des mines, BTP et Construction de logements, l'Office chérifien des phosphates (OCP), le Directoire du Groupe Al Omrane, spécialisé dans les logements moyens et sociaux, l'Agence pour l'Aménagement de la Vallée du Bouregreg et la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Au cours des échanges, le Chef de la diplomatie togolaise a salué l'importance des investissements marocains au Togo et souhaité les voir s'accroître davantage dans le cadre du renforcement de la coopération entre le Togo et le Maroc. Il a émis le souhait de voir les hommes d'affaires marocains nouer des partenariats avec leurs homologues togolais et échanger leurs expertises et expériences en vue de la réalisation de leurs différents projets d'affaires.

Lors des séances de travail avec les différentes structures, la partie marocaine a loué l'initiative du Ministre des Affaires étrangères de conduire, dans le cadre de la diplomatie économique, une délégation d'hommes d'affaires pour explorer les opportunités d'affaires au Maroc. A cet effet, ils se sont dits disposés à travailler avec leurs partenaires togolais. ➔



Photo du Ministre Dussey avec les opérateurs économiques togolais et marocains / Photo of Minister Dussey and togolese and morocans economic operators.



Robert Dussey et son homologue marocain Salaheddine MEZOUAR / Robert Dussey and his counterpart Salaheddine MEZOUAR

*of relations between Morocco and Togo in the framework of South-South cooperation, local governance in Morocco and the Sahara issue. On this last point, the President of the Chamber focused on the Project of autonomy suggested by the Moroccan government in the Sahara region with a local government in respect of the territorial integrity of Morocco.*

*During all the meetings with other departments, the Moroccan side expressed willingness to strengthen cooperation with Togo in their respective fields as recommended by His Majesty the King of Morocco. Thus, several future sector agreements were announced in the framework of the meeting of the Great Joint Togo-Morocco Commission to be convened before the end of this year, 2015.*

*Moreover, during this official visit, Togo opened its diplomatic representation to the Kingdom of Morocco in Rabat.*

*The economic aspect is consisted in the presentation to Moroccan businessmen and economic operators, the vision of the President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, to make of Togo an emerging country in 2030 through an extensive development program and reforms in different sectors.*

*Investment opportunities and business environment constantly improving in Togo have been exposed during the economic Day of Togo. Meetings with heads of economic structures, especially the banking group Attijariwafa Bank, la Banque Populaire du Maroc; the General Confederation of Enterprises of Morocco (CGEM), the ADDOHA Group company engaged in mining, construction and housing construction, the Cherifian Phosphates Office (OCP), the Executive of Al Omran Group, specialized in medium and social housing, the Agency for the Bouregreg Valley Development and Deposit and Management Fund.*

*During discussions, the Head of the Togolese diplomacy welcomed the importance of Moroccan investment in Togo and wished to see further increase in the strengthening of cooperation between Togo and Morocco. He expressed the desire to see Moroccan businessmen developing partnership with their Togolese counterparts and share their expertise and experiences to achieve their various business projects.*

*During working sessions with different structures, the Moroccan side welcomed the initiative of the Minister of Foreign Affairs to conduct, within the framework of economic diplomacy, a delegation of businessmen to explore business opportunities in Morocco. To this end, they expressed their willingness to work with their Togolese partners.* ➔

# La 25<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine

## *The 25th ordinary session of the conference of Heads of State and Government of the African Union*

par Mme Padazouwé ABINA, Directrice de l'Intégration Africaine  
by Mrs Padazouwé ABINA, Head of African Integration Department

**La 25<sup>ème</sup> session ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) s'est tenue à Johannesburg, capitale de la République d'Afrique du Sud, les 14 et 15 juin 2015, sous le thème: « 2015 : Année de l'autonomisation des femmes et du développement de l'Afrique pour la concrétisation de l'agenda 2063 de l'Union Africaine». / *The 25th ordinary session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union (AU) was held in Johannesburg, capital of the Republic of South Africa, on 14 and 15 June 2015, under the theme «2015: Year of women empowerment and development of Africa for the achievement of the 2063 African Union agenda.»***

**A** l'instar de la précédente session tenue à Addis Abeba en janvier dernier, cette 25<sup>ème</sup> session a servit, une fois encore, de cadre d'évaluation et de réflexion sur les enjeux relatifs à l'autonomisation des femmes. En effet, il est incontestable que promouvoir l'autonomisation des femmes, c'est promouvoir la participation pleine et entière des femmes au devenir de la société et favoriser ainsi le développement durable.

C'est sans doute dans cette logique que la 23<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine, tenue à Malabo, les 26 et 27 juin 2014, a pris cette importante décision de déclarer l'année 2015 : « 2015 : Année de l'autonomisation des femmes et du développement de l'Afrique pour la concrétisation de l'agenda 2063 de l'Union Africaine ».

Toutefois, le choix de l'année 2015 n'est pas anodin, car elle marque le 20<sup>ème</sup> anniversaire de l'adoption de la Déclaration de Beijing (quatrième Conférence mondiale sur les femmes) et de son Programme d'action de 1995, mais aussi intervient cinq (05) années après l'adoption de la Décennie de la femme africaine (2010-2020).

Ce choix intervient également après plusieurs années de débats au sein de l'instance panafricaine sur la prise en compte des questions liées au genre en tant qu'obligation qui va au-delà d'une simple obligation morale, les mettant ainsi en conformité avec les différents instruments internationaux en vigueur en la matière : la Convention des Nations Unies sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes (CEDEF), la Plate-forme d'action de Beijing (PAB), de même que la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Enfin, compte tenu de la nature des relations entre les hommes et les femmes, et tenant compte des préoccupations d'ordre politique, économique et socio-culturel actuelles et futures, préoccupations qui impactent, sans nul doute, le genre et le développement socio-économique durable, il est apparu impérieux à l'UA d'entreprendre ses politiques et stratégies actuelles sur le genre.

Le Cadre stratégique et le Plan d'Action ainsi actualisés permettront de connaître les réalisations actuelles, les défis et opportunités actuelles et futures, qui se posent, aussi bien à chaque Etat membre qu'aux différents regroupements régionaux, en vue d'identifier les domaines d'actions prioritaires à mener sur la base des pratiques catalytiques et transformatives, permettant de comparer les progrès réalisés par l'Afrique au reste du monde.

**A**s in the previous session held in Addis Ababa in January, the 25th session provided, once again, an evaluation and reflection framework on issues related to women's empowerment.

Indeed, it is clear that promoting the empowerment of women is to promote full participation of women in the future of society and thus promoting sustainable development.

It is undoubtedly in this sense that the 23rd ordinary session of the Conference of Heads of State and Government of the African Union held in Malabo on 26 and 27 June 2014, took this important decision to declare the 2015: «2015: Year of women empowerment and development of Africa for the achievement of the 2063 African Union agenda.»

However, the choice of 2015 is not without significance, as it marks the 20th anniversary of the adoption of the Beijing Declaration (Fourth World Conference on Women) and its 1995 action program, but also occurs five (05) years after the adoption of the Decade of the African Woman (2010-2020).

This choice also comes after several years of debate within the Pan-African Forum on the inclusion of gender issues as an obligation that goes beyond just a moral obligation, putting them in line with the various international instruments in this field: the United Nations Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (CEDAW), Beijing Platform of Action (BPA), as Resolution 1325 (2000) of the UN Security Council.

Finally, given the nature of the relationships between men and women, and considering current and future political, economic, socio-cultural concerns, that undoubtedly impact gender socio-economic and sustainable economic development, it became imperative for the AU to undertake its current policies and strategies on gender.

The Strategic Framework and Action Plan updated will enable to know the current achievements, challenges, current and future opportunities that arise, both to each Member State and to the various regional groupings in order to identify areas of priority actions based on the catalytic and transformational practices, to compare the progress made by Africa to the rest of the world.

Moreover, among the issues not separable from the issue of the empowerment of women, there was first the fight



Par ailleurs, parmi les problématiques indissociables de la question de l'autonomisation de la femme, il y a d'abord la lutte contre la pauvreté pour un développement socio-économique inclusif et durable.

Il est à déplorer aujourd'hui encore, que malgré les efforts consentis par les Etats dans le sillage notamment des différents programmes et résolutions des Nations Unies et de l'Union Africaine, la pauvreté frappe plus durement les femmes que les hommes, ceci autant dans les pays du Nord que du Sud.

Cet état de fait est la résultante, notamment, des inégalités sociales dont sont victimes les femmes, piliers de la famille africaine, inégalités constatées aussi bien dans le domaine de la scolarisation que dans ceux de l'accès à l'emploi et au crédit, autant de facteurs qui contribuent grandement à leur confinement dans la précarité.

C'est pourquoi, aborder la question de l'autonomisation des femmes amène à parler aussi, tout naturellement, de la question non moins cruciale de l'atteinte de l'objectif de l'égalité des genres. Ainsi, pour régler cette problématique de l'égalité des genres, les gouvernements africains doivent prendre des mesures, conformément aux différents instruments et recommandations en vigueur.

L'UA, en sa qualité d'acteur principal du continent en matière de la promotion du développement durable et équitable, consent, il faut s'en féliciter, en étroite collaboration avec les Communautés Economiques Régionales (CER), les Institutions nationales, mais aussi la Communauté internationale, des efforts soutenus en vue d'éradiquer ces inégalités et offrir ainsi à toute femme et à tout homme, les mêmes chances et opportunités dans les domaines économique et sociopolitique.

Dans cette perspective, diverses activités sont menées, et plusieurs étapes importantes franchies :

- 2003, l'adoption du Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes ;

- 2004, l'adoption de la déclaration solennelle sur l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique ;

- 2009, la mise en place de la Politique Genre de l'UA ;

- 2010, la création du Fonds pour les femmes africaines.

Le Togo a fait valoir, lors de cette messe panafricaine, les progrès réalisés en faveur de l'autonomisation des femmes.

En effet le pays, à l'instar d'autres Etats du continent, a fait de l'autonomisation des femmes, sa priorité. Ce ferme engagement du gouvernement togolais, depuis plusieurs années déjà, s'est traduit dans les faits par la mise en place de différents programmes tels que le Programme de Promotion du Volontariat National (PROVONAT) et du Fonds National pour la Finance Inclusive (FNFI).

Si l'objectif du premier est de pallier le chômage des jeunes, le second entend faire la promotion du genre par, notamment l'éradication des inégalités socio-économiques, en ce que le FNFI, lancé en janvier 2014, cible essentiellement les femmes, en leur accordant des microcrédits à des taux préférentiels.

Le Gouvernement soutient, par ailleurs, l'entrepreneuriat des jeunes et surtout des femmes à travers le Fonds d'Aide à l'Investissement et à l'Entrepreneuriat des Jeunes (FAIEJ) et l'Agence Nationale de Promotion et de Garantie des Financements (ANPGF).

Malgré ces actions déterminées, aussi bien sur le plan continental, régional qu'au niveau des Etats pris individuellement, il est à déplorer que l'Afrique a connu, ces dernières années, une augmentation du chômage et du sous-emploi, qui affectent particulièrement les jeunes et les femmes. Cette situation pourrait s'expliquer notamment par le fait que la redistribution des fruits de la croissance que connaît le continent n'est pas inclusive et n'a pu, de fait, produire assez d'emplois susceptibles d'absorber les millions de diplômés qui arrivent, chaque année, sur le marché du travail.

Cette situation constitue, par ailleurs, une menace contre la paix, la stabilité socio-politique et économique du continent.

Il reste donc à espérer qu'après cette seconde session consacrée à la problématique de l'autonomisation de la femme, les Chefs d'Etat et de Gouvernement prendront de nouvelles résolutions pour l'actualisation des actions stratégiques déjà existantes et qui permettront de soutenir pleinement le renforcement des capacités des femmes et leur accès aux ressources en vue d'assurer leur entière participation à la prise de décision politique et socio-économique. ➔

*against poverty for inclusive and sustainable socio-economic development.*

*It is still regrettable that, today, despite the efforts made by States in the wake including various United Nations programs and resolutions of the African Union, poverty affects women more severely than men, both in the countries of the North and South.*

*This situation is the result of, in particular, social inequalities affecting women, pillars of the African family, observed inequalities both in the area of education and in access to employment and credit, all factors that contribute greatly to their confinement in poverty.*

*Therefore, addressing the issue of women's empowerment, leads to talk also, quite naturally, of the equally crucial issue of achieving the goal of gender equality. Thus, to address this issue of gender equality, African governments must take measures in accordance with different instruments and current recommendations.*

*The AU, as the principal actor on the continent in terms of promoting sustainable and equitable development agrees, which is to be welcomed, in close collaboration with the Regional Economic Communities (RECs), national institutions, but also the international community, sustained efforts to eradicate these inequalities and thus offer to every woman and every man, the same chances and opportunities in the economic and socio-political areas.*

*In this perspective, various activities are conducted, and several important steps have been taken:*

- 2003, the adoption of the Protocol to the African Charter on human rights and Peoples related to women's Rights;

- 2004, the adoption of the Solemn Declaration on equality between men and women in Africa;

- 2009, the establishment of the AU Gender Policy;

- 2010, the Fund for African women.

*Togo has asserted during this Pan Mass, progress in favor of women's empowerment.*

*Indeed the country, like other states of the continent, has made women's empowerment a priority. The firm commitment of the Togolese government, for several years, was translated into action by the implementation of various programs such as the National Volunteering Promotion Program (PROVONAT) and the National Fund for Inclusive Finance (FNFI).*

*If the goal of the first is to overcome youth unemployment, the second refers to the promotion of gender by including the eradication of socio-economic inequality, in that the FNFI, launched in January 2014, mainly targets women, by granting microloans at preferential rates.*

*The Government also supports, youth entrepreneurship, especially women through the Aid Fund for Investment and Youth Entrepreneurship (FAIEJ) and the National Agency for Promotion and Financing Guarantee (ANPGF).*

*Despite these actions determined both on the continental, regional and the States level takes individually, it is regrettable that Africa has experienced in recent years, an increase in unemployment and underemployment, particularly affecting young people and women. This could be explained by the fact that the redistribution of the fruits of growth of the continent is not inclusive and could, in fact, likely to produce enough jobs to absorb the millions of graduates that arrive each year in the labor market.*

*This is, moreover, a threat against peace, socio-economic and political stability of the continent.*

*It remains to be hoped that after this second session on the issue of empowerment of women, the Heads of State and Government will take new resolutions for updating existing policy actions and will fully support women's empowerment and access to resources to ensure their full participation in the political and socio-economic decision. ➔*

# Les 15 pays de la CEDEAO à Accra : la 47<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'État et de gouvernement.

## *The 15 Countries of ECOWAS in Accra: The 47Th Ordinary Session of the Conference of Heads of State and Government.*

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre  
by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Adviser to the Minister

**La plus représentative des organisations sous-régionales ouest-africaines, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est réunie le 19 mai 2015 à Accra dans sa 47<sup>ème</sup> session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement et sous la présidence de John Dramani Mahama, Président de la République du Ghana, Président en Exercice de la Conférence. / *The most representative of the sub-regional organizations in West Africa, the Economic Community of West African States (ECOWAS) met on May 19, 2015 in Accra in its 47th Ordinary Session of the Assembly of the Heads of State and Government and was chaired by John Dramani Mahama, President of the Republic of Ghana and Chairperson of the Conference.***

Cette rencontre sous-régionale a été l'occasion pour les Chefs d'Etat et de gouvernement de passer au peigne fin plusieurs sujets parmi lesquels, le Rapport intérimaire 2015, celui de la 74<sup>ème</sup> Session Ordinaire du Conseil des Ministres et de la 34<sup>ème</sup> Réunion du Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO. La consolidation de la paix, de la sécurité, de la bonne gouvernance, la consolidation des acquis de l'intégration obtenus depuis quatre décennies ainsi que le 40<sup>ème</sup> anniversaire de l'organisation sous-régionale ont également meublé l'agenda des Chefs d'Etat et de gouvernement lors de ce sommet.

### **les défis de l'intégration économique et sous-régionale**

Sur le plan des performances économiques régionales et de la consolidation du marché, les 15 ont réitéré leur détermination à renforcer les bases d'une croissance résiliente en Afrique de l'Ouest et se sont réjoui de la relance économique en Guinée, au Libéria et en Sierra Léone, grâce au soutien de la CEDEAO. Dans la même veine, la Guinée a vu sa dette de vingt millions de dollars annulée.

La fin de l'épidémie Ebola au Libéria a été unanimement saluée et le Président Faure Essozimna Gnassingbé, président de la République Togolaise a été chaleureusement félicité pour sa coordination et son leadership au chevet de ce pays. Aussi, s'est il vu de nouveau confier la supervision et la coordination au cours de la phase de reconstruction post-Ebola.

L'intégration économique, une des questions majeures évoquées par les Chefs d'Etat et de gouvernement à cette 47<sup>ème</sup> session ordinaire a été l'objet d'un appel à la consolidation du marché commun par la levée des entraves à la libre circulation des personnes et des biens et du Tarif Extérieur Commun (TEC-CEDEAO). Dans ce sens, la CEDEAO a entrepris pour bientôt, l'entrée en vigueur de la carte nationale d'identité biométrique. Le par-

This sub-regional meeting was an opportunity for the Heads of State and Government to go through several topics including the 2015 Interim Report, the one of the 74th Ordinary Session of the Council of Ministers and the 34th Meeting of the ECOWAS Council on Mediation and Security. The consolidation of peace, security, good governance, the consolidation of the integration achievement obtained in four decades and the 40th anniversary of the sub regional organization also furnished the agenda of the Heads of State and government at the summit.

### **economic integration and sub regional challenges**

In terms of regional economic performance and market consolidation, the 15 reiterated their determination to strengthen the foundations for resilient growth in West Africa and note with satisfaction the economic recovery of Guinea, Liberia and Sierra Leone, with the support of ECOWAS. Similarly, Guinea has seen its twenty million dollars debt canceled.

The end of the Ebola epidemic in Liberia was unanimously welcomed and President Faure Gnassingbé, President of the Republic of Togo has been warmly congratulated for its coordination and leadership at the head of this country. Also, he has been entrusted again the supervision and coordination of the post-Ebola reconstruction.

Economic integration, one of the major issues discussed by the Heads of State and government at the 47th Ordinary Session was appealed to the consolidation of the common market by the removing of barriers to the free movement of persons and goods and the Common External Tariff (CET-ECOWAS). In this sense, ECOWAS has undertaken for soon, the entry into force of the national biometric identity card. The public-private partnership that can be a source of financial development in West Africa, the Heads of

**L'intégration économique,  
une des questions majeures**

***Economic integration, one of the major  
issues discussed***



De la gauche vers la droite : Le Président Faure Gnassingbé du Togo, l'ancien Président Gudluck Jonathan du Nigeria, John Mahama du Ghana, Maky Sall du Sénégal et Michel Kafando du Burkina Faso / From left to right: President Faure Gnassingbe of Togo, reformer President Gudluck Jonathan of Nigeria, John Mahama of Ghana, Maky Sall of Sénégal and Michel Kafando of Burkina Faso

tenariat public-privé pouvant être source de financement du développement en Afrique de l'ouest, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont instruit la Commission a mené des actions pour l'adoption du code commun des investissements et de la politique des investissements.

Le Task Force présidentielle élargi aux Chefs d'Etat de Côte d'Ivoire et du Nigeria lors de ce sommet a été approuvé dans sa nouvelle feuille de route sur le programme de coopération monétaire ainsi que les nouveaux critères de convergence.

#### les politiques sectorielles

Sur le plan des politiques sectorielles, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont réitéré l'importance de la mise en œuvre effective de différentes stratégies et politiques sectorielles adoptées au niveau national et régional pour l'approfondissement du processus d'intégration.

L'année 2015, consacrée à l'autonomisation des femmes et reconnue par les 15, qui, par ailleurs ont approuvé la nécessité de renforcer la législation sur les droits des femmes et la participation active à ce processus. Aussi, les 15 ont entériné l'Acte Additionnel relatif à l'égalité de droits entre les femmes et les hommes pour un développement durable en Afrique de l'Ouest, ainsi que les plans d'action de la CEDEAO sur les migrations, le genre et le commerce.

Par ailleurs, le Sommet a marqué son soutien à la campagne mondiale d'éradication de l'apatridie. A cet effet, la déclaration d'Abidjan adoptée le 25 février 2015 exhortant les Etats membres à s'inscrire résolument dans cette campagne, à travers notamment la révision des cadres normatifs pertinents, l'adhésion et le respect des conventions internationales prises pour prévenir et réduire l'apatridie a été entériné par les 15 pays.

*State and Government instructed the Commission to take action for the adoption of a common investment code and investment policy.*

*The Presidential Task Force expanded to the Heads of State of Côte d'Ivoire and Nigeria at the Summit was approved in its new roadmap for the monetary cooperation program and the new convergence criteria.*

#### Sectoral Policies

*In terms of sectoral policies, the Heads of State and Government reiterated the importance of the effective implementation of various sectoral strategies and policies at national and regional level for the deepening of the integration process.*

*The year 2015, dedicated to women empowerment and recognized by the 15, which have also approved the need to strengthen the legislation on women's rights and active participation in this process. Also, the 15 approved the Supplementary Act on equal rights between men and women for a sustainable development in West Africa and the ECOWAS action plans on migration, gender and trade.*

*Furthermore, the Summit expressed its support for the global campaign to eradicate statelessness. To this end, the Abidjan Declaration adopted on the 25 February 2015 urging the Member States to resolutely register in this campaign, particularly through the revision of relevant normative frameworks, adherence and respect of international conventions adopted to prevent and reduce statelessness was endorsed by 15 countries.*

#### Democracy And Good Governance

*The successful holding of peaceful, free, credible and transparent presidential election in Nigeria and Togo drew* →

## → la démocratie et bonne gouvernance

La bonne tenue des élections présidentielles pacifiques, libres, crédibles et transparentes au Nigéria et au Togo a retenu l'attention des Chefs d'Etat et de gouvernement des 15 qui ont félicité chaleureusement le Général Muhammadu Buhari pour son élection à la tête de la première économie africaine, le Nigéria et S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise pour sa réélection. A ce sujet, la diplomatie Ghanéenne et Ivoirienne des présidents John Dramani Mahamat et Alassane Dramane Ouattara ont été salués pour leurs nombreuses actions dans la réussite des élections paisibles dans ces deux pays.

## la situation politique et sécuritaire

La conférence d'Accra a exprimé le soutien total de la CEDEAO au Mali qui s'offre de bonnes perspectives pour la paix, la réconciliation grâce aux Accords d'Alger du 14 mai 2015.

L'accompagnement de la transition au Burkina Faso a été également discuté par Chefs d'Etat et de gouvernement, qui ont réaffirmé l'importance du principe d'exclusivité qui doit guider le processus de préparation des prochaines élections et par ricochet le soutien financier dont a besoin ce pays.

La Guinée et la Guinée-Bissau ont bénéficié d'une attention particulière. Conakry a été encouragé à maintenir un dialogue permanent et Bissau, appelée à consolider la paix, la stabilité et le développement durable dans toutes les régions de cette ancienne colonie portugaise.

Les affres de Boko Haram, toujours présents dans les esprits expliquent la nécessité d'une Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies clairement exprimé par la conférence. De même, la CEDEAO, l'UA et la CEEAC devront jouer un rôle de synergie contre le groupe terroriste Boko Haram.

Concernant la sécurité maritime qui sera au cœur du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine sur la sécurité maritime et le développement en Afrique qui se tiendra à Lomé du 02 au 07 novembre 2015, la conférence d'Accra s'est félicitée de l'opérationnalisation de la zone maritime pilote E et a choisi la Côte d'Ivoire pour abriter le Centre Régional de Sécurité Maritime en Afrique de l'Ouest (CRESMAO).

## les questions institutionnelles

Parmi elles, l'application rigoureuse des dispositions du Protocole sur le Prélèvement Communautaire (PC) par tous les Etats Membres ; la nécessité de rendre opérationnel le fonds régional de solidarité en vue d'assurer le développement équilibré de la région mais aussi, les activités de la commémoration du 40ème anniversaire de la CEDEAO à Abuja. Pour mémoire, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la plus représentative des organisations sous-régionales ouest-africaines est née 28 mai 1975 sur l'initiative du Togo et du Nigéria. De la nécessité d'aller vers une intégration économique de leur région au départ, elle s'est élargie, au cours des années, à l'intégration politique saluée par tous.

Enfin, le Chef d'Etat Ghanéen, John Dramani MAHAMA, en fin d'exercice à la tête de la CEDEAO a passé la Présidence de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Organisation à Macky Sall, Président de la République du Sénégal, élu par le Sommet d'Accra.

*the attention of the Heads of State and Government of the 15 who have warmly congratulated the General Muhammadu Buhari for his election as the Head of the first African economy, Nigeria and H.E. Faure Gnassingbé, President of the Republic of Togo for his re-election. In this regard, the Ghanaian and Ivorian diplomacy of Presidents John Dramani Mahamat and Alassane Ouattara have been praised for their many actions in the success of peaceful elections in both countries.*

## The Political And Security Situation

*The Accra conference expressed the full support of ECOWAS in Mali that offers good prospects for peace, reconciliation with the Algiers Agreements of 14 May 2015.*

*The accompaniment of the transition process in Burkina Faso was also discussed by the Heads of State and Government, which reaffirmed the importance of the exclusivity principle that should guide the process of preparing the next elections and by extension the financial support this country needs.*

*Guinea and Guinea-Bissau have received particular attention. Conakry was encouraged to maintain a permanent dialogue and Bissau, called to consolidate peace, stability and sustainable development in all regions of this former Portuguese colony.*

*The torments of Boko Haram, always present in minds explain the need for a UN Security Council resolution, was clearly expressed by the conference. Similarly, ECOWAS, AU and ECCAS will play the role of synergy against the terrorist group, Boko Haram.*

*Maritime safety will be the subject of the Extraordinary Summit of Heads of State and Government of the African Union on maritime security and development in Africa that will be held in Lomé from 2 to 7 November 2015, the Accra conference has welcomed the operationalization of the pilot maritime zone E and chooses Côte d'Ivoire to host the Regional Maritime Security Centre in West Africa (CRESMAO).*

## Institutional Issues

*Among them, the rigorous application of the Protocol on the Community Levy (PC) by all Member States; the need to operationalize the regional solidarity fund in order to ensure the balanced development of the region but also, the commemoration activities of the 40th anniversary of ECOWAS in Abuja. For the record, the Economic Community of West African States (ECOWAS), the most representative of the sub-regional organizations in West Africa was born on May 28, 1975 on the initiative of Togo and Nigeria. On the need to move towards economic integration in their region at the beginning, it has expanded over the years, to political integration welcomed by all.*

*Finally, the Head of State of Ghana, John Dramani Mahama, at the end of his term as the Head of ECOWAS handed over the Presidency of the Conference of Heads of State and Government of the Organization to Macky Sall, President of the Republic of Senegal, elected by the Accra Summit.*

**La diplomatie  
passe du  
schéma  
classique de  
représentation  
au rôle de  
vecteur de  
développement**

**Diplomacy moves from  
classical scheme of  
representation to the role  
of vector of development**



# Sommet de Lomé : Vers un accord africain pour la sécurité maritime

Du 2 au 7 novembre 2015, Lomé, Togo

*Lome Summit: Towards an African Agreement for Maritime Safety From 2 to 7 November 2015, Lome, Togo*

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre

by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Adviser to the Minister



À six mois du Sommet de l'Union Africaine dédié à la sécurité maritime et au développement en Afrique qu'abritera Lomé, le Togo a organisé une conférence de presse le 02 juin 2015 autour des préparatifs de la session extraordinaire des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine, pour partager les enjeux, sa stratégie et sa vision de ce qui pourrait marquer un tournant décisif pour le continent africain. C'est le Palais de la nouvelle Présidence de la République qui a accueilli 200 invités dont 80 médias nationaux et internationaux lors de cet événement officiel. / *Six months before the African Union Summit dedicated to maritime security and development in Africa that will be hosted in Lome, Togo organized a press conference on June 2, 2015 related to the preparations for the special session of Heads of State and Government of the African Union, to share challenges, strategy and vision of what could mark a turning point for the African continent. The new Presidential Palace has welcomed 200 guests including 80 national and international media during this official event.*

qu'un tournant décisif pour le continent africain. C'est le Palais de la nouvelle Présidence de la République qui a accueilli 200 invités dont 80 médias nationaux et internationaux lors de cet événement officiel. / *Six months before the African Union Summit dedicated to maritime security and development in Africa that will be hosted in Lome, Togo organized a press conference on June 2, 2015 related to the preparations for the special session of Heads of State and Government of the African Union, to share challenges, strategy and vision of what could mark a turning point for the African continent. The new Presidential Palace has welcomed 200 guests including 80 national and international media during this official event.*

C'est par la voix d'Arthème Ahoomey-Zunu, le Premier ministre, représentant le Chef de l'Etat Togolais, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, que la cérémonie a été ouverte en présence de Dama Dramani, Président de l'Assemblée Nationale, des représentants des différentes institutions de la république, des ambassadeurs accrédités au Togo, des Organisations internationales ainsi des partenaires. Le chef du gouvernement a rappelé que la tenue de cette prochaine conférence est la preuve du respect des engagements internationaux du Togo vis-à-vis de la communauté internationale particulièrement sur les questions de sécurité maritime, annonçant ainsi, le lancement officiel des préparatifs du Sommet de l'Union Africaine dédié à la sécurité maritime et le développement en Afrique à Lomé.

« Dans un contexte d'augmentation constante du trafic maritime, via son Port de Lomé, associé à l'ensemble des conséquences induites (pollution maritime, piraterie, pêche illicite, ...), le Togo a proposé cette initiative, soutenue par l'ensemble des États membres de l'UA, afin que



L'assistance à la conférence de presse / the audience at the press conference

It is through the voice of Arthème Ahoomey-Zunu, Prime Minister, representing the Head of State of Togo, His Excellency Faure Gnassingbé, that the ceremony was opened in the presence of Dama Dramani, President of the National Assembly, representatives of different republic institutions, ambassadors accredited in Togo, international organizations and partners. The head of government reminded that the holding of the next conference is an evidence of



Vue de l'assistance à la conférence de presse / the audience at the press conference

© Emmanuel PITA

s'amorce rapidement une réflexion africaine concrète et porteuse de solutions, au bénéfice des populations» a déclaré Robert Dussey, Ministre des affaires étrangères et de la coopération.

Cette conférence de presse a été l'occasion pour le chef de la diplomatie Togolaise d'expliquer à l'opinion nationale, notamment les médias, les différents enjeux de cette conférence pour le Togo et pour l'Afrique. L'objectif a-t-il dit est : «d'aboutir à une charte de Lomé, commune des États membres de l'Union Africaine sur la sécurité maritime».

In fine, «c'est un honneur pour le Togo de réussir le challenge de faire adopter à tous les pays africains une charte qui sera ensuite présentée au Conseil de sécurité des Nations Unies» a ajouté Robert Dussey. Faut-il le rappeler, à ce jour, le continent n'a aucun texte sur cette problématique.

Aussi, a-t-il fait découvrir le [www.african-union-togo2015.com](http://www.african-union-togo2015.com), le site internet dédié à cette grande conférence qui réunira 54 pays africains et leurs partenaires pour évoquer les questions de coopération pour la sécurité maritime mais aussi le potentiel du domaine maritime comme facteur de développement économique pour le continent qui compte 38 pays côtiers.

Loin d'être purement technique, il s'agira donc de réfléchir sur les facteurs d'insécurité maritime (pauvreté, piraterie, ...) mais aussi les bénéfices d'une gestion harmonieuse et sécurisée de la mer associée à une préservation de ses fonds marins.

Pour plus d'informations : <http://www.african-union-togo2015.com/fr/sommet/theme>

Contact média :

[media.uatogo2015@richardattiasassociates.com](mailto:media.uatogo2015@richardattiasassociates.com)

*the compliance with international commitments of Togo vis-à-vis the international community, particularly on maritime safety, announcing the official launch of the preparations for the African Union Summit in Lome dedicated to maritime security and development in Africa.*

*«In a context of constant increase of maritime traffic, through its Port of Lome, all associated with induced consequences (marine pollution, piracy, illegal fishing, ...), Togo suggested this initiative, approved by all Member States of the AU, that quickly initiates a concrete African reflection and carrier of solutions for the benefit of the people, «said Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs and Cooperation.*

*This press conference was an opportunity for the head of the Togolese diplomacy to explain to the national opinion, including the media, the various issues of this conference for Togo and Africa. The objective he said is «to achieve a Lome charter, common to the Member States of the African Union on maritime safety» Must we recall, to date, the continent has no text on this issue.*

*Moreover, he has made known this website: [www.african-union-togo2015.com](http://www.african-union-togo2015.com),*

*dedicated to this great conference that will bring together 54 African countries and their partners to discuss issues of cooperation for maritime safety but also the potential of maritime domain as an economic development factor for the continent with 38 coastal countries.*

*Far from being purely technical, it will reflect on the maritime insecurity factors (poverty, piracy ...) but also the benefits of a harmonious and secure management of the sea associated with the preservation of its seabed.*

*For more information: <http://www.african-union-togo2015.com/fr/sommet/theme>*

*Media Contact:*

*[media.uatogo2015@richardattiasassociates.com](mailto:media.uatogo2015@richardattiasassociates.com)*





## La sécurité maritime débattue aux États-Unis d'Amérique

Le Togo porte très haut la défense de tout le continent africain sur la question de la sécurité maritime.

*Maritime Security debated in the United States of America, Togo carries high the defense of the African continent on the issue of maritime safety.*

par M. Arsenn AGBESSINO, Conseiller en Communication du Ministre

by Mr. Arsenn AGBESSINO, Communication Adviser to the Minister



Robert Dussey lors de son intervention. / Robert Dussey during his intervention.

C'est par la voix de Robert Dussey, le chef de la diplomatie togolaise que le Togo a pris part le 09 juillet 2015, à New-York aux États-Unis d'Amérique, à la réunion du Groupe de contact sur la piraterie maritime au large de la Somalie organisée par le Service de l'action extérieure de l'Union européenne, en collaboration avec les Nations Unies.

Devant un important public de l'Oceans Beyond Piracy (OBP), une ONG américaine qui consacre ses activités à combattre le fléau en Afrique de l'Ouest et de l'Est, le chef de la diplomatie togolaise a dit :

«... Le sujet, qui nous réunit en ces lieux, revêt pour le Togo une importance capitale, en raison de la recrudescence des actes de criminalité graves qui mettent en péril la sécurité en

Il est par la voix de Robert Dussey, le chef de la diplomatie togolaise que le Togo a pris part le 09 juillet 2015, à New-York aux États-Unis d'Amérique, à la réunion du Groupe de contact sur la piraterie maritime au large de la Somalie organisée par le Service de l'action extérieure de l'Union européenne, en collaboration avec les Nations Unies.

«... The subject that has brought us together in this place is of the utmost importance, especially for my country, Togo, because of the new outbreak of serious criminal acts that jeopardize the security at sea and, consequently that of

«... The subject that has brought us together in this place is of the utmost importance, especially for my country, Togo, because of the new outbreak of serious criminal acts that jeopardize the security at sea and, consequently that of



© MAEC

Le Public lors de la conférence. / The audience during the conference.

mer et, partant, celle de nos pays, eu égard aux trafics de tout genre qui y transitent.

Du fait des implications négatives qu'ils engendrent sur la navigation internationale, le commerce, le développement économique et sur la stabilité des nations, la question de l'insécurité en mer est l'un des principaux défis actuels à relever à l'échelle planétaire...».

C'est pourquoi, a-t-il ajouté, l'Union Africaine a décidé, à l'initiative du Président de la République Togolaise, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, vivement préoccupé par la question, de tenir une session extraordinaire de la Conférence de l'Union Africaine sur le thème : Sécurité maritime et Développement en Afrique.

«...Pour le Togo, la préservation et le renforcement de la sécurité et de la sûreté maritimes est un combat éminemment important qui appelle la mutualisation des efforts et des moyens pour mener, avec efficacité et succès, la lutte contre les actes de criminalité en mer et leurs auteurs.

A cet égard, les expériences de lutte contre l'insécurité en mer en cours dans la Méditerranée, dans l'océan Atlantique et dans l'océan Indien, dans le Golfe de Guinée, en Afrique de l'Est et en Afrique Australe avec les différentes Communautés Economiques Régionales méritent d'être saluées, encouragées et renforcées.

L'intérêt majeur de la Conférence de Lomé sur la sécurité maritime et le Développement en Afrique réside dans la volonté politique des Chefs d'Etat d'Afrique d'adopter des mesures propres à enrayer ce phénomène extrêmement négatif et déstabilisateur afin de sécuriser au mieux la navigation maritime dans les eaux africaines.

Dans cette optique, le Sommet de Lomé vise à parvenir à des conclusions hardies dont l'adoption d'un instrument juridique contraignant, propre à juguler ce fléau, à savoir une Charte Africaine relative à la Sûreté et la Sécurité maritimes et au Développement » a déclaré le ministre togolais, qui a eut le soutien actif de l'OBP.

Cette visite aux Etats-Unis, fut l'occasion d'aborder à Washington, l'un des volets de prochain sommet, la protection des océans avec Catherine Novelli, la sous-secrétaire d'Etat américaine pour la Croissance économique, l'Energie et l'Environnement.

Faut-il le rappeler, il y a un an, le Département d'Etat s'est engagé dans un programme intitulé « Our Ocean » dont le coup d'envoi avait été donné par John Kerry en présence de Robert Dussey.

Depuis lors, les Etats-Unis saluent l'engagement du Président Faure Essozimna Gnassingbé sur la question de la Sécurité maritime et Développement en Afrique.

our countries, having regard to all kinds of illegal trafficking transiting through the sea.

Because of the negative implications they generate on international navigation, on trade, on economic development and on the stability of nations, the issue of maritime insecurity is one of the major current challenges on a global scale."

That's why, deeply concerned with this vital issue, the African Union, on the initiative of the President of the Togolese Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, has decided to hold a special session of the Conference of the African Union on the theme: Maritime Security and Development for Africa.

"For my country Togo, preserving and strengthening maritime safety and security is a highly important fight that calls for the pooling of efforts and resources in order to combat efficiency and successfully crime at sea and the perpetrators.

In this regard, the experiences in the fight against insecurity underway in the Mediterranean Sea, the Atlantic Ocean and the Indian Ocean, the Gulf of Guinea, East Africa and Southern Africa with the various Regional Economic Communities should be welcomed, encouraged and strengthened.

The major interest of the Lomé Conference on Maritime Security and Development for Africa lies in the political will of the African Heads of State to adopt measures to curb this negative and extremely destabilizing phenomenon in order to secure at best shipping in African waters.

In this context, the Lomé Summit aims to achieve bold conclusions including the adoption of a legally binding instrument, conducive to the eradication of this scourge, namely the African Charter on Maritime Safety and Security and Development" Said: the Togolese Minister, who had the active support of the OBP.

This North Americans' agenda was an opportunity to address in Washington, one of the components of the next summit, the ocean protection with Catherine Novelli, the Assistant- Secretary of State for Economic Growth, Energy and the Environment.

Must we recall, there a year, the State Department has embarked on a program called «Our Ocean» whose kick-starting was given by John Kerry in the presence of Robert Dussey.

Since then, the United States welcome the commitment of President Faure Essozimna Gnassingbé on the issue of Maritime security and Development for Africa.



© MAEC

Entretien de Robert Dussey et Catherine Novelli / Discussion of Robert Dussey and Catherine Novelli



# PORT AUTONOME DE LOMÉ

La passion de l'efficacité



## NOS ATOUTS

- Port en eau profonde (14 m)
- Des infrastructures modernes
- Sécurité optimale des opérations

## DIRECTION COMMERCIALE

BP 1225 Lomé Togo

Ligne directe : +228 22 27 02 96

Standard : +228 22 23 77 00 (postes 46 13, 46 84 ou 44 45)

## REPRESENTATIONS DU P.A.L.

**Burkina Faso : M. Luc NOAMESHIE**

Tél : +226 50 50 56 60 / 50 30 16 47

Mob : +226 79 03 06 55

Fax : +226 50 30 17 47

**Niger : M. Youssouf BEÏDOU**

BP 1038 Niamey Niger

Tél : +227 20 74 03 26 / 21 79 48 73

Mob : +227 96 96 48 73

Fax : +227 20 74 03 27

**Mali : M. Abdoulaye NIANG**

Tél : +223 20 23 29 10 / 66 74 33 66

Fax : +223 20 22 85 23

**Contact du PAL : BP 1225 Lomé**

Tél : +228 22 27 26 27 / 22 23 78 00

Fax : +228 22 27 26 27





PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR

**OCEANS**

**LOMÉ, TOGO**  
**2-7 NOV 2015**

**SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UNION AFRICAINE  
SUR LA SÉCURITÉ MARITIME ET LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

**EXTRAORDINARY SUMMIT OF AFRICAN UNION ON MARITIME  
SECURITY AND DEVELOPMENT FOR AFRICA**

Sous le Haut Patronage de S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise  
Under the High Patronage of H.E. Faure Essozimna Gnassingbé, President of Togolese Republic



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE



UNION AFRICAINE

... rendez-vous sur  
**[www.african-union-togo2015.com](http://www.african-union-togo2015.com)**